

Peuple, nation, identités collectives, racisme...

Communisme

Séminaire

<i>Les enjeux et les ambivalences du "peuple" - Gérard Bras</i>	3
<i>La notion de peuple face à l'héritage colonial et aux discriminations d'aujourd'hui - Farid Bennai</i>	8
<i>L'inclusion exclusive des populations immigrées - Gérard Bras</i>	11
<i>Le mythe républicain face aux réalités de l'ordre socio-politique - Gilles Alfonsi</i>	12
<i>La France raciste et la "misère du monde" - François Langlois</i>	13
<i>L'universalisme et l'homogénéité du peuple au service de l'exclusion - Laurent Lévy</i>	14
<i>Faire peuple par le projet et le dissensus - Pierre Zarka</i>	15
<i>Le poids de l'intolérance en France - Léo L.</i>	16
<i>Comment se réapproprier la notion de peuple ? - Pierre Cours-Salies</i>	17
<i>Le peuple et les classes sociales - Pierre Sauve</i>	20
<i>Politique mémorielle et combat pour l'émancipation - Catherine Destom-Bottin</i>	21
<i>Sortir de la pensée politique hexagonale - Patrick Silberstein</i>	24
<i>Pour une conception émancipatrice de la construction du peuple - Bruno Bessière</i>	25
<i>Le peuple de la gauche de gauche - Gérard Bras</i>	26
<i>Intervention complémentaire - Pierre Zarka</i>	29

Comment redéfinir ou se réapproprier la notion de peuple et celle de nation dans le cadre d'un projet d'émancipation ? Comment articuler la vision par classes sociales et la reconnaissance des communautés ? Face au repli nationaliste et au projet raciste, comment faire de ces questions un levier pour le combat émancipateur ?

Ce onzième numéro d'*Altercommunisme* contient les textes des interventions prononcées lors de la séance du séminaire *Communisme* du 3 mai 2014. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.communistesunitaires.net

Réalisation : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, André Pacco et Jean Tailleux - Transcription : Nadia Pinson

Note d'intention du séminaire Communisme

Initié par l'Association des communistes unitaires, ce séminaire a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du XXI^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée-théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Face à la crise globale du système capitaliste, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... -, combat contre toutes les dépossessiones et contre la marchandisation de tout.

Dans le même temps, nous cherchons à refonder l'engagement communiste, pour affronter les défis d'aujourd'hui : ceux de la mondialisation des relations économiques, sociales et culturelles, ceux de l'ère nouvelle ouverte par la généralisation des nouvelles technologies de l'information, ceux de l'autogestion et du pouvoir du peuple, ceux de l'épuisement de la planète et de la sauvegarde de l'espèce humaine, ceux qui associent la promotion de toutes les solidarités et le respect de l'individualité de chacun. Nous cherchons à réfléchir à la révolution aujourd'hui nécessaire, pour dépasser le capitalisme et toutes les dominations : révolution démocratique, pour rompre avec la citoyenneté pauvre du système délégataire actuel, avec des formes de représentation qui pervertissent la démocratie ; révolution qui investisse aussi le champ du travail, de sorte que la production du "nécessaire" ne soit plus - pour les productrices et les producteurs - la négation de la "libre réalisation de soi-même".

Nous voulons réfléchir - avec celles et ceux que ces réflexions intéressent, sans esprit de boutique et volontairement à l'écart des enjeux de pouvoir et de relations

entre organisations - non pas à un programme mais à une direction à prendre. Et nous le concevons non pas en vase-clos, comme si notre culture politique ne devait pas se mêler à d'autres, mais, au contraire, de manière ouverte, en favorisant les métissages sans uniformisation. Ainsi, par exemple, nous serons en dialogue avec les militants de l' "éco-socialisme", terme dont nous interrogerons l'intérêt et les limites.

Nous pensons que cela peut être utile pour que les luttes les plus immédiates soient moins récupérables et plus puissantes. Et nous pensons que se projeter dans la perspective d'une autre organisation de la société contribue à déterminer les vrais rapports de forces. La sécurité sociale - une avancée communiste, selon nous - aurait-elle vu le jour si ceux qui l'avaient inventée s'étaient contentés de penser dans les limites de ce qui semblait possible dans un pays alors ravagé par la guerre ?

Face à une crise globale du système capitaliste, qui recouvre toutes les sphères de la vie humaine, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent. Certains ont préféré abandonner le nom communisme, entaché par le "socialisme réel" des pays de l'Est et les crimes faits en son nom. Mais existent alors le risque de jeter le bébé avec l'eau du bain, la tendance à rabougir l'ambition et finalement la possibilité de renoncer à la radicalité nécessaire, dans un monde où l'entre-deux n'est plus possible.

Ainsi, on peut n'avoir aucune complaisance envers les crimes commis au nom du communisme et ne rien céder à la nécessité de cette transformation de la société dont "communisme" est le nom. Au contraire, nous pensons que le communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti, ni une institution mais mouvement d'idées et d'actions, dynamique politique populaire où l'appropriation du devenir commun, par chacun-e, résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans de spontanéité qui caractérisent toute révolution. Elaboration à laquelle des initiatives et forces politiques peuvent bien sûr contribuer, mais pas seules et sans aucune prééminence. Cela ne nous empêche pas de "faire de la politique" avec tous les antilibéraux, les anticapitalistes, les libertaires, les socialistes, les autogestionnaires, les alternatifs, les écologistes radicaux, les postcapitalistes et beaucoup d'autres ; c'est même le contraire : avec notre boussole - notre communisme -, nous ne concevons notre action que dans la convergence avec toutes les forces et tous les citoyens qui veulent rompre avec l'ordre libéral, économique, social ou politique. ♦

Les enjeux et les ambivalences du "peuple"

Gérard Bras¹

Je vous remercie pour cette invitation. Ce n'est pas seulement par politesse. Actuellement, tous ceux qui travaillent dans le champ de la philosophie politique sont frappés d'un écart, d'un divorce entre le champ de la réflexion théorique et le champ des pratiques politiques. J'ai donc répondu à cette invitation pour cette raison et je dis mon intérêt à venir parler pour éprouver des hypothèses, essayer de répondre à des objections, et donc éventuellement modifier mon propos.

Le fond de mon propos tient au fait que la notion de peuple a toujours été une notion confuse, y compris - même si un tout petit peu moins - dans le grec *demos* ou le latin *populus* (l'avantage du grec et du latin sur le français, c'est que ce qui est traduit par "peuple" en français correspond à plusieurs termes différents en grec ou en latin). On a toujours au moins une confusion entre une dimension péjorative (être du *demos* pour un grec, c'est d'abord une insulte, et c'est aussi le cas en latin quoiqu'un peu moins marqué) et une dimension - après retournement - positive, celle d'être la communauté des citoyens libres. Notion confuse et, restons sur notre actualité, notion dévaluée. On peut pointer très rapidement trois données sur les 25 dernières années, pour avoir en tête les difficultés que cette notion enveloppe. Pour l'instant je dis délibérément "notion" et pas "concept" : je ne sais pas encore si "peuple" est un concept ou pas, en tout cas cela demande à être établi.

Premier exemple, première donnée : lors de l'effondrement de la RDA en 89, les manifestations de Dresde se font sous le slogan "Le peuple c'est nous" (ou "C'est nous le peuple", "Nous sommes le peuple", suivant les traductions), sous-entendant clairement que le peuple, ce n'est pas le gouvernement, ou le parti, ou le comité central, ou le secrétaire général. On entend bien sûr aussi la formule de Brecht en 56 après les révoltes de Berlin : « *Le parti étant mécontent du peuple, il a changé de peuple.* » Mais l'unification de l'Allemagne se fait sous un autre mot d'ordre, avec juste un petit déplacement : "Un peuple, un État". Et on a déjà là, rien qu'avec ces deux mots d'ordre, une partie du problème qui est posé : le peuple, est-ce un mode de réunion d'une multitude dominée manifestant sa puissance subversive ? Ou bien, le peuple, est-ce l'unification sous la souveraineté de l'État d'une foule qui, par elle-même, suivant le mot de Hegel, ne sait pas ce qu'elle veut.

On peut reproduire presque les mêmes données avec le retour, après éclipse totale, de la notion de peuple de 1990 à 2012 pratiquement. Rappelons-nous qu'en 2002, dans les élections présidentielles, seul Le Pen utilise le terme de peuple (il fait une assonance avec son nom (Le Pen, le peuple)), aucun autre candidat ne l'utilise. Donc éclipse et retour avec les révolutions arabes. Et là, au fond, il y a une dichotomie proche : le peuple apparaît comme puissance collective capable de renverser la tyrannie, mais après la victoire des religieux aux élections, le peuple apparaît comme la masse ignorante capable de confier son sort à ses propres ennemis. Retournement légèrement différent mais même type d'ambivalence.

Troisième indice franco-européen - qui mériterait un débat à soi seul - à travers l'usage du mot "populisme", où l'on peut voir là encore ce type d'ambivalence : le peuple, c'est soit le principe du seul pouvoir politique légitime, la démocratie, soit la foule ignorante, capable de prendre des positions de type xénophobe, raciste, capable de se faire manipuler.

On pourrait de façon plus approfondie montrer qu'à chaque fois que dans le vocabulaire politique on est amené à parler de peuple, c'est toujours au moins avec cette ambivalence là. La notion de peuple a une dimension positive et une dimension négative.

À cette ambivalence s'ajoute une ambiguïté de sens du mot peuple. Traditionnellement en philosophie politique, on pointe que le mot peuple a trois sens, voire quatre.

1°) Le peuple, ce peut être ce que les Grecs appelaient *l'ethnos*, la nation transhistorique, l'unité des habitudes, voire l'unité de langue, de traditions, qui constitue quelque chose comme une culture, une ethnie, équivalamment un peuple. 2°) Peuple peut avoir un sens social, c'est très clairement marqué chez quelqu'un comme Machiavel : le peuple, c'est le contraire des grands, le peuple, c'est l'ensemble de ceux qui ne veulent pas obéir, les grands, c'est l'ensemble de ceux qui veulent commander. C'est la définition la plus claire de la distinction hiérarchique que je connaisse dans toute l'histoire de la philo. Dimension sociale qui implique une domination économique, c'est "la plèbe" des Romains, mais aussi politique (l'obéissance) ou symbolique

¹ A notamment publié *Les ambiguïtés du peuple*, Pleins Feux. NDLR.

(pour reprendre le vocabulaire de Bourdieu). 3°) Le sens politique : le peuple, c'est l'ensemble des citoyens libres, l'ensemble des citoyens qui disposent de droits politiques. Quand on dit "peuple", de quoi parle-t-on ? Du peuple ethnoculturel ? du peuple social ? ou du peuple politique ? Je soutiens que les discours politiques entretiennent une confusion permanente entre ces trois sens, et que jamais un de ces sens n'est exclusivement clair au détriment des autres. On pourrait rajouter un quatrième sens - juste pour mémoire - ce que les Grecs appellent le *laos* (qui va donner laïcité), qui est le peuple du commun, plus ou moins ignorant, qui se distingue des clercs.

De cette double confusion, ambivalence et ambiguïté de sens, je tire la conséquence que la question : "qu'est-ce que le peuple ?" n'a aucun sens. À cette question, je ne répondrai jamais. C'est une question pour moi inconsistante, qui ne signifie rien et qui m'amène à poser la thèse que, en soi, le peuple n'existe pas. En soi, il n'y a pas de peuple. Qu'est-ce qu'il y a "en soi" ? Il y a une multitude d'individus, qui se réunissent, qui sont unifiés en peuple selon des modalités et à cause de mécanismes qui peuvent être différents. Mécanismes affectifs et discursifs, mécanismes discursifs qui suscitent des affects par lesquels les individus se reconnaissent ou non comme étant membres du peuple. Le peuple n'existe pas en soi mais il existe en étant institué. Autrement dit, un peuple, c'est toujours une multitude configurée - je reprends le terme de "configuration" à Jacques Rancière -, une multitude d'individus configurés d'une certaine manière par un discours qui s'énonce au nom du peuple. Parler au nom du peuple, c'est produire un peuple, un certain peuple, un type de peuple. Il y en a donc plusieurs, et, comme le dit Rancière, il y a toujours un peuple contre un autre.

Il s'ensuit que le problème qui m'importe, ce sur quoi j'essaie de travailler, c'est de savoir comment se produit cette configuration, quels en sont les mécanismes, d'une ou plusieurs configurations d'une multitude d'individus en "un" peuple, comment se produit l'unification du multiple en un.

Est-ce que l'on peut en déduire, comme le fait Antonio Negri, que le peuple, c'est toujours une unification ou une homogénéisation des individus sous le pouvoir de l'État ? D'une certaine manière oui (c'est cette manière que je vais essayer d'exposer tout de suite), mais d'une autre manière non : personnellement je ne tire pas la conséquence que Negri tire de ses analyses des mécanismes d'unification pour dire qu'il faut abandonner le concept de peuple, le reléguer aux poubelles de l'histoire de l'État pour lui préférer celui de multitude.

Comment se réalise l'unification, voire l'homogénéisation de la multitude d'individus en un peuple ? Pour le comprendre il faut se souvenir que la notion de peuple a toujours, dans le discours politique, au moins trois sens. Mais là n'est pas l'essentiel, même si cela permet de comprendre que les discours politiques qui ont pour effet de configurer un peuple le font toujours en jouant sur cette ambivalence. L'essentiel tient à ce que, comme le dit Rancière, « *il y a toujours un peuple contre un autre* » : nommer un peuple, tout en parlant en son nom, c'est toujours aussi nommer l'autre peuple contre lequel il se pose. Un peuple n'est posé qu'en étant opposé à un autre. Plus, je soutiens que cette opposition est en réalité double mais qu'elle est dissymétrique : contre un autre peuple, ou contre l'ennemi du peuple d'une part, clairement identifié parce que c'est ce qui lui est étranger ; contre l'autre du peuple, ce qui est censé menacer le peuple en lui-même, de l'intérieur, sans qu'il en ait conscience, ce en quoi il risque de s'aliéner.

Un peuple, par exemple le peuple au sens politique du terme, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens, se définit en se distinguant (c'est-à-dire en s'opposant) à d'autres peuples voisins qui sont aux frontières, et qui sont susceptibles de les franchir de temps à autres ou réciproquement, l'histoire l'a montré. C'est-à-dire qu'il se définit en s'opposant à des ennemis qui sont des ennemis réels quand la guerre est déclarée ou potentiels. Tout peuple étranger est un ennemi possible pour un État souverain.

Mais le peuple se définit aussi par une sorte de négation interne qui est occultée, déniée par le discours, qui est l'opposition à ce que j'appelle "son" autre : il s'oppose à "un" autre, celui qui est en face, frontalement là, et il s'oppose à "son" autre, la puissance négative qui peut le dissoudre lui-même. Dans le vocabulaire politique, on dira que le peuple, ce n'est pas la foule, ce n'est pas la multitude. Avant de se constituer en peuple, il était foule ou multitude, mais cette foule ou multitude qu'il était est présentée comme un danger qu'il risque toujours de redevenir. Un peuple est sous la crainte, sous le danger de devenir son autre, de devenir l'effet de son autodissolution. Et c'est vrai pour chacun des trois sens du mot peuple. Le *populus*, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens peut redevenir la foule ; la plèbe s'oppose à son ennemi frontal, les grands, les bourgeois, mais peut devenir populace ou ce que Marx appelait *lumpen* ; de la même manière le peuple ethnique, culturel s'oppose aux barbares, mais peut se dissoudre hors de la civilité ou de l'urbanité, c'est-à-dire sauvage.

Donc on a à chaque niveau, pour chacun des trois sens du mot "peuple" - pour le *laos* c'est pareil, il s'oppose aux clercs mais peut devenir hérétique - un jeu de double opposition. Ce qui fait que la notion de peuple ne peut s'entendre que dans une structure qui enveloppe 9 termes, ou 12 si on rajoute le *laos*. Et le discours qui va parler au nom du peuple, ou tenter d'évoquer ce qu'est un peuple, fait glisser toujours un sens par rapport à un autre, en présentant une menace glissant de l'une à l'autre.

Il y a des opérateurs de glissement.² J'ai écrit un petit papier sur les Rroms³ parce que c'est fascinant de voir comment ils font peur à la gauche comme à la droite, il y a une sorte de fantôme là qui revient, pourquoi ? Parce que le nomade ou le migrant est justement ce qui peut faire passer de la multitude à la populace, de la populace au sauvage, c'est ce qui apparaît comme risque d'introduire le trouble dans l'identité. Ce n'est pas tout à fait la même chose qu'un bouc émissaire, c'est ce qui peut troubler l'identité imaginaire d'un peuple. Dans tout discours sur "peuple", j'essaie de repérer justement comment, par des jeux de synonymie, de renvois imaginaires, on s'adresse à un peuple en parlant au nom du peuple et en brandissant des ennemis clairs, nommés, et en introduisant la crainte d'un retour à un état de déliquescence, de désunion, d'autodissolution du peuple, en jouant toujours au moins sur deux claviers (plus rarement sur trois). Par exemple en jouant sur le politique et l'ethnique (c'est l'objet des discours sur l'identité nationale) ; ou sur le politique et le social (ce sera plutôt une manière de constituer politiquement le peuple sous direction d'un parti ou d'un syndicat de gauche) ; ou le politique et l'ethnoculturel (qui sera plutôt une manière de constituer le peuple à droite). Mais toujours en faisant apparaître le risque de la dissolution interne, c'est cela qui m'importe au premier point. Or, c'est le procédé par excellence qui vise à homogénéiser un peuple, à le rendre "un" sous l'autorité institutionnelle qui parle en son nom et qui vise à le constituer sous une identité apparaissant comme claire, qui vise donc à pourchasser en son sein "les ennemis du peuple", ou les "traîtres". C'est cette notion qui, je crois, a un effet de soumission. Si l'on en restait là, il faudrait donner raison à Negri dans son rejet politique du terme.

Il résulte donc de ce qui précède que le peuple n'est pas une donnée empirique, constatable, qu'il est le résultat d'une institution, qui procède de discours sur et au nom du peuple. Comme le disait Ernesto Laclau (au moins pour que son nom soit entendu alors qu'il vient de décéder il y a un petit mois), un peuple est le résultat d'une construction politique précaire et conflictuelle.

Est-ce que cela signifie que la notion de peuple doit être réduite à l'idée d'un groupe homogène sous autorité de l'État ? Je caricature à peine la position de Negri en disant cela. Personnellement ma réponse est négative, et j'emprunte pour une part à Rancière les arguments d'une réponse négative. "Peuple", c'est aussi un terme qui peut subjectiver du dissensus et non pas seulement réaliser du consensus. C'est un terme dissensuel, conflictuel, un terme qui peut engager la subjectivation d'un collectif, au nom de l'égalité, pour mettre en cause les règles de distribution ou de partage en place. Si j'ai parlé des manifestations de Dresde en 89 ou des manifestations en Tunisie ou en Égypte, c'est évidemment pour pouvoir soutenir dans une actualité relativement récente la thèse que j'évoque ici. Dire "Le peuple c'est nous", ou "C'est nous le peuple", c'est précisément prendre une position qui consiste à refuser une thèse qui n'est pas nouvelle, qui remonte au XVII^e siècle, à Hobbes, qui consiste à dire que c'est le représentant du peuple qui constitue l'unité du peuple. Hobbes a une formule radicale : le peuple, c'est le roi (le roi peut être remplacé par pas mal d'autres signifiants plus contemporains qui joueraient le même rôle). D'une certaine façon, Rousseau va la renverser en disant : le roi, c'est le peuple. La subversion de la formule "Le peuple c'est nous" s'entend de deux manières : "peuple" n'est pas réductible aux représentants qui parlent en son nom ; et "peuple" suppose la réunion d'un "nous" et non pas l'énoncé d'un "je veux", la constitution réelle, effective, d'un "nous". Il y a un très bon article de la philosophe américaine Judith Butler dans le livre collectif *Qu'est-ce qu'un peuple ?* (éd. La Fabrique) : elle analyse justement les événements égyptiens sur ce mode-là, constitution d'un "nous", sous quelles conditions la constitution d'un "nous" est-elle possible et qu'est-ce que c'est effectivement qu'un "nous".

"Peuple" a donc une valeur subversive, aussi, sous conditions qui resteraient à déterminer.

Mais si on en restait là, on se heurterait à une difficulté. En effet, soit on reproduirait en l'inversant le schéma étatique, que j'ai assigné à Hobbes il y a un instant, en conférant dignité de peuple à ce qui chez Hobbes relève de l'indignité de la foule. On n'aurait rien changé au schéma, on l'aurait simplement inversé, et cela ne change rien au problème. De plus, on serait obligé de recourir à l'hypothèse selon laquelle le peuple est aliéné pour expliquer justement qu'il se soumet à l'autorité de l'État, et donc il faudrait un éducateur pour

² Voir en annexe le tableau proposé par Gérard Bras en illustration. NDLR.

³ Publié par la revue *Tenons et Mortaises*, dans le premier numéro, consacré aux "métèques".

désaliéner le peuple. Il y a là des conséquences à tirer que je laisse en points de suspension pour la discussion éventuelle. Soit on serait amené à soutenir que le peuple "en vérité", que la vérité du peuple n'est que dans la subversion, et qu'en dehors de la subversion il n'y a qu'une police des populations et non pas de peuple.

Je trouve qu'il est assez difficile de soutenir qu'il y a "une" vérité du peuple, que le peuple "en vérité", c'est ceci plutôt que cela, et que cela conduit à des débats byzantins impossibles à trancher. Il y a une pluralité de peuples. Personnellement j'essaie de me débarrasser, ce qui n'est pas simple, de l'idée qu'il y a une bonté ou une vérité qui réside quelque part au fond du peuple. Et la voie que j'essaie de trouver, c'est celle par laquelle je me refuse à répondre à la question : "qu'est-ce que le peuple ?" au profit de cet autre : "comment ce qui se nomme peuple est-il, *hic et nunc*, configuré ?"

Cette difficulté renvoie à une autre, ou à d'autres difficultés encore et qui touche à l'aspect essentiel et je terminerai donc sûrement sur des points de suspension. Quand on parle du peuple, on ne peut pas ne pas parler de la démocratie. On est renvoyé au moins à une difficulté qui touche à l'un des concepts de la démocratie au sens moderne du terme : cette manière de caractériser la démocratie moderne comme ce régime dans lequel le conflit social est possible et reconnu. Il y aurait deux autres manières de caractériser la démocratie dont je ne parlerai pas, par la représentation ou par la participation. Si on se concentre simplement sur ce troisième concept puisque c'est autour de cela que j'ai essayé de réfléchir en parlant d'un peuple institué sous l'État et d'un peuple subversif, le fond de la question est posé par le problème des institutions, et des institutions démocratiques. Qu'est-ce qu'une institution démocratique ? Là encore je n'essaierai pas de répondre mais je mets cela en toile de fond.

Deux voies pour aborder ce difficile problème du rapport entre institutions et peuple. L'une, que l'on pourrait imputer à Antonio Negri, consiste à soutenir que la démocratie ne procède que du conflit entre la multitude et l'État, qu'il n'y a de démocratie que dans et par le conflit. Cette voie risque de nous reconduire à ce que j'évoquais tout à l'heure : la vérité du peuple n'est que dans la subversion. La deuxième, que l'on doit pour une part importante aux travaux d'Étienne Balibar, consiste à faire de la démocratie un concept problématique, et non pas un concept dogmatique ou didactique. Un concept problématique polarisé entre deux termes. Le premier terme non démocratique de la démocratie, ainsi définie, est le conflit poussé à l'extrême, ce que les Grecs appelaient la *stasis*, c'est-à-dire en gros la guerre civile. Le deuxième pôle de cette démocratie conflictuelle où la démocratie s'éteint aussi est ce que l'on pourrait appeler le pluralisme constitutionnel, expression du vivre ensemble d'intérêts différents voire divergents. Énoncé sous ce terme-là, on n'est plus dans une problématique démocratique, on est dans une problématique libérale. "Vivre ensemble" me paraît être un terme typique du libéralisme, que personnellement j'évite absolument d'utiliser parce que c'est de la bonne intention, de la bonne conscience, ou du libéralisme : on a tous des intérêts différents, il faut bien que l'on compose. Mais on n'est plus dans le conflit et on n'est plus dans le démocratique où il s'agit de prendre une position, de dégager une position commune. Balibar soutient que la démocratie est entre ces deux pôles, c'est un champ polarisé par ces deux termes qui sont déjà extérieurs au démocratique. Et donc la question des institutions, c'est effectivement la question posée par la manière avec laquelle il est possible de faire intervenir une puissance collective, peuple, prise entre ces deux termes, pour prendre une décision commune.

Pour terminer rapidement, je pose dogmatiquement trois points :

- 1°) Il n'y a pas d'essence vraie du peuple. Peuple est le nom d'une multitude unifiée.
- 2°) "Peuple" est un concept (je pourrai répondre pourquoi dans la discussion) qui peut problématiser une pratique politique sous l'idée de l'égalité, sous condition que le lien du social et du politique soit établi.
- 3°) "Peuple" porte une charge affective toujours risquée, charge affective qui est justement celle de se réunir sous l'idée d'égalité, risquée par les configurations d'oppositions ; et donc le problème est celui de trouver les moyens de se parer de ce risque...

Il reste à faire apparaître un usage de la catégorie de "peuple" que je qualifierais d'émancipateur, ou dans le cadre d'une politique d'émancipation, ce dont on trouve un écho par exemple chez Michelet quand il soutient, à la fin de la lettre à E. Quinet, qui sert de préface au *Peuple*, qu'aux yeux de l'Europe, le peuple français incarne avant tout *la Révolution*, et que, à ce titre, il a pour ennemi toutes les aristocraties. C'est ce sens que l'on entend, je crois, dans les manifestations de Dresde, Tunis ou du Caire. C'est ce sens qui se dessine aussi entre 1789 et 1793, dont Sophie Wahnich a montré les expressions politiques dans son beau livre *La longue patience du peuple*. Pour le dire vite, je le caractériserais en disant qu'il nomme une multitude agissant en commun politiquement sous l'exigence d'égalité, ce qui en passe nécessairement, je pense, par la prise en considération de ce que Rancière appelle « *la part des sans-part* », autrement dit ce qui

a pour effet de mettre en question la règle de partage qui distribue une population (et non un peuple) en ses différentes parties. L'un des critères de reconnaissance de cette usage en terme d'émancipation tiendrait donc à ce que la catégorie de "peuple" n'est pas prise alors dans le jeu des différences ou des oppositions, mais se donne plutôt dans l'affirmation à la fois d'un collectif et des singularités qui le composent. Ce qui, soit dit en passant, permet d'éviter la question identitaire et policière de l'appartenance, donc de l'exclusion, puisque le peuple, alors, n'est pensé ni par son ennemi, ni sous le risque de son aliénation. Corollaire : il n'est pas non plus pensé sous la direction qui en assurerait l'unité. Il faut, pour en accepter l'usage, pouvoir admettre 1°) que la détermination de l'être du peuple n'est pas de l'ordre de l'intérêt économique, mais relève de l'exigence politique d'égalité ; 2°) que l'égalité n'est pas sous l'horizon d'une société (enfin) juste qui la réalisera, mais se pratique ici et maintenant ; 3°) que les masses ne sont pas en elles-mêmes aliénées. Autant de questions à réfléchir, à mon sens positivement.

Gérard Bras

La notion de peuple face à l'héritage colonial et aux discriminations d'aujourd'hui

Farid Bennaï

Comment redéfinir ou se réapproprier la notion de peuple et celle de nation dans le cadre d'un projet d'émancipation ? Comment articuler la vision par classes sociales et la reconnaissance des communautés ? Face au repli nationaliste et au projet raciste, comment faire de ces questions un levier pour le combat émancipateur ?

Le basculement à droite de villes populaires comme Bobigny doit permettre, si nous le voulons, de viser un "qui sommes-nous ?" et "que voulons-nous ?" au-delà des cercles militants et des habitudes, seule condition pour construire du commun face au repli nationaliste et au projet raciste

Les discussions - ou leur absence - des questions liées au racisme anti-Roms, anti-Arabs, -Noirs, -musulmans, ainsi que de leurs effets en termes de décrédibilisation et de césure de la gauche porteuse de projets émancipateurs, non pas pour mais avec les discriminés et les exploités, sonnent une nouvelle fois comme une urgence et une exigence pour porter le souffle d'une réelle émancipation du peuple avec le peuple, dans des espaces politiques pour construire les leviers et les rapports de force de rupture.

Interroger les soubassements idéologiques qui font que la gauche reste, pour le mieux, absente de ces luttes, quand elle ne participe pas avec l'idéologie dominante à une surenchère dramatique sur le dos des immigrés, de leurs enfants et petit-enfants, habitants des quartiers populaires, ce n'est pas bien sûr sans conséquences pour dépasser les réalités que vit cette France là !

Il me semble important alors, pour engager les débats, de questionner l'héritage qui imprègne l'imaginaire collectif, et surtout lorsqu'il est amplifié pendant des décennies par une propagande étatique utilisant tous les moyens : expositions coloniales, livres scolaires, films, etc. Il suscite un rapport à l'autre spécifique, articulant peur, paternalisme, hiérarchisation des inégalités considérées comme légitimes. Or, cette "nation" est désormais, de manière irréversible, constituée de descendants de la métropole colonialisatrice et des colonies. On ne dépasse pas une page d'histoire aussi douloureuse par le simple silence et encore moins par la nostalgie. Ce dépassement nécessite de lire ces pages jusqu'au bout, non pas à des fins de repentance, mais pour permettre le "vivre ensemble" égalitaire. La mémoire est ici aux peuples ce que la psychanalyse est aux individus. Elle permet d'éviter la reproduction et la répétition. Ne pas faire cet effort, ce serait cautionner, par exemple, le discours suivant : « *Oui, Mohamed et Aminata, vous êtes nés français et vous l'êtes, cela, personne ne le conteste mais à une condition tout de même : vous devez être fiers de l'histoire de France, de toute son histoire, y compris de ses événements qui ont signifié violences et dominations pour vos ancêtres. Et si ce n'est pas le cas, nous sommes obligés, pour votre bien et pour celui de la nation française, de vous imposer une émancipation et une libération au besoin par la contrainte.* » La boucle est bouclée, l'histoire peut se répéter.

Le fameux modèle français d'intégration révèle bien, à propos de l'immigration, la prégnance de ce décalage entre France réelle et France modélisée par les élites.

Le mot d'ordre d'intégration impose également à ses destinataires une obligation de réserve, de discrétion, voire d'invisibilité. Eric Savarèse a montré comment le regard colonial tendait à invisibiliser le colonisé, ou à en faire le simple miroir dans lequel la France contemple son propre génie "civilisateur", et Abdelmalek Sayad a montré que cette invisibilisation était reproduite à l'endroit de l'immigration.

Au risque de choquer, on peut finalement dire que l'intégration, telle qu'elle est généralement pensée, parlée et traduite en termes de politiques publiques, est moins souvent une alternative à la discrimination raciste qu'une formulation sublimée ou un instrument de légitimation de cette discrimination : si le racisme est le refus de l'égalité, l'intégration est précisément le mot d'ordre qui permet d'évacuer la question égalitaire. Si être "intégré", être "inclus", avoir "sa place" vaut mieux que d'être purement et simplement exclu, ces termes ne disent pas de quelle place il s'agit. Un serviteur a sa place, il est inclus et intégré - il n'en demeure pas moins subordonné, méprisé et exploité. Et de fait, dans de très nombreux contextes, parler de "problèmes d'intégration" sert essentiellement à ne pas prononcer d'autres mots comme domination, discrimination ou inégalité.

Le parallèle est à cet égard saisissant entre l'usage du terme même d' "intégration" dans le système colonial et dans le système post-colonial : dans les deux cas, au-delà des nombreuses différences de contexte, c'est la même opération qui est réalisée, à savoir le refoulement des revendications de liberté et d'égalité. Le mot "intégration" n'est en effet jamais autant utilisé par l'État français que lorsque les colonisés réclament l'égalité des droits, l'autodétermination ou l'indépendance ou, plusieurs décennies plus tard, à partir de 1983, lorsque leurs descendants marchent pour l'égalité.

L'idée est largement partagée d'une société française homogène dans laquelle les nouveaux arrivants prendraient place en faisant disparaître l'ensemble des éléments qui les spécifient. Cette homogénéité est un nouveau mythe idéologique destiné, une fois de plus, à faire basculer dans le champ culturel une question économique et politique. L'opération permet ainsi de masquer les inégalités sociales et les discriminations racistes que continuent de vivre, encore aujourd'hui, les immigrés et leurs enfants. La question n'est dès lors plus celle de la place sociale qu'occupent les nouveaux arrivants, mais celle de la mise en cause de leurs cultures, de leurs religions, de leurs traditions qui seraient plus ou moins compatibles avec l'homogénéité française. Pour ce faire, il fallait nier la diversité culturelle et sociale de la société française. Il fallait occulter les France réelles.

L'héritage colonial, pour être involontaire pour la plupart des acteurs de la France contemporaine, n'en est pas moins réel. En témoignent les accès réguliers de fièvre idéologique qui secouent le monde médiatique et politique portant sur les enfants de cette immigration : les Noirs et les Arabes de France. Il y a donc une spécificité de cette immigration au regard des autres (ce qui n'exclut pas, bien-entendu, des dimensions communes). La colonisation en tant que "fait social total" imprègne l'ensemble des acteurs en présence : la société colonisée et ses membres comme l'État colonisateur et son peuple.

La situation des quartiers populaires, et plus particulièrement de leurs habitants issus de l'immigration post-coloniale, ces décennies, a, en effet, été caractérisée par un triple processus, articulé dans une logique globale de dégradation de la situation de ces milieux sociaux et de ces territoires. Le premier processus est celui de la paupérisation et de la précarisation. Ce premier processus enclenche une exacerbation de la concurrence pour les biens rares (emploi, formation, scolarité, logement, etc.), dans laquelle ceux qui ont le moins d'atouts au départ se retrouvent en situation encore plus défavorable à l'arrivée. Au sein de cette concurrence exacerbée, chaque catégorie d'acteurs mobilise à son profit les représentations sociales qui peuvent dévaloriser des concurrents potentiels. Ce n'est donc pas un hasard que cette même période soit caractérisée par le retour de l'imaginaire sexiste, c'est-à-dire de légitimation d'une inégalité entre les hommes et les femmes, et de l'imaginaire colonial, c'est-à-dire d'une vision culturaliste des places légitimes de chacun en fonction de son origine.

Il me semble encore une fois qu'il s'agit de ne pas opposer l'histoire et le présent, l'analyse politique et l'action, le rapport de classe et le rapport de race.

À partir de là, je pense qu'il y a matière à produire de la réflexion collective, de l'intelligence collective, et oui, la société que nous voulons changer est héritière de l'histoire, qui n'est toujours pas dépassée, de l'esclavagisme et du colonialisme.

Et oui, il s'agit d'articuler la question sociale et la question raciale, et oui, la question raciale est un pavé dans la gueule aux discours universalistes républicains. Les gauches institutionnelles et autres, des grèves des travailleurs immigrés à SOS racisme, ont des problèmes avec le rapport de race et continuent à vouloir nier, instrumentaliser ou invisibiliser, noyer le poisson avec la grande question sociale. Ce sont leurs affaires, leurs renoncements, leurs lâchetés.

Il ne peut y avoir de résistance juste, profonde et globale sans l'articulation de l'antiracisme et du social. L'absence de l'un ou de l'autre a appauvri la gauche durant ces trente dernières années, favorisant un renoncement idéologique, et a permis, à mon sens, le glissement vers l'acceptation de l'inacceptable, d'une "lepénisation des esprits" laissant s'installer un "racisme respectable" sans frontières politiques. Il semble que l'argument de départ qui tenait à ne pas prendre en compte ces oppressions spécifiques, comme celles portées par la marche de 1983 pour l'égalité des droits et contre le racisme, pour ne pas diviser la trop fameuse "identité française", semble presque finalement obtenir trente ans après le résultat qu'elle semblait vouloir éviter.

Depuis cette défaite idéologique de la gauche, depuis son renoncement, le champ du possible et surtout du pire est ouvert : la création d'un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement, ou bien le pseudo-débat sur l'identité nationale, puis la chasse aux Rroms, aux sans-papiers,

aux chibanis, les contrôles aux faciès, ainsi que les déclarations provocatrices et racistes de membres des gouvernements à l'encontre des immigrés et des musulmans, des familles Rroms, les violence policières et la gestion des quartiers populaires. Face à cette offensive raciste, les partis de gauche restent inaudibles, ou bien alors participent en renvoyant dans l'invisibilité les oppressions spécifiques énoncées ci-dessus en creusant le fossé entre les habitants des quartiers populaires, en segmentant les cercles de résistance admis par elle. L'extrême-droite s'en repaît. Où allons-nous, camarades ?

Les attaques contre l'immigration et ses enfants ne cessent de s'accroître ces dernières années. Les campagnes idéologiques se déploient pour construire l'immigration et ses enfants comme danger, comme sexiste, comme antirépublicains, comme coûteux pour les finances publiques, etc. De nouvelles cibles sont prises : les femmes que l'on prétend défendre, les chibanis à qui l'on dénie les droits les plus élémentaires, les quartiers populaires qui sont criminalisés, les musulmans qui sont diabolisés, les Rroms que l'on oblige à vivre dans des conditions indignes. Ces campagnes ont une base matérielle, elles visent à masquer la réalité sociale et les révoltes qui peuvent en découler : paupérisation, précarisation, division ethnique du marché du travail, discriminations sexistes et racistes, etc.

Les femmes issues de l'immigration ont développé des luttes importantes ces dernières années : personnels des hôtels, des avions et des aéroports, sans-papiers, contre la loi d'interdiction du foulard à l'école aujourd'hui étendue aux mères de familles voulant accompagner leurs enfants lors des sorties scolaires, etc. Ces luttes reflètent la place assignée aux femmes issues de l'immigration dans l'économie : les emplois les plus flexibles, les plus précaires, les plus dangereux, etc. Elles menacent de rendre visible la construction d'une hiérarchisation raciste et sexiste de la société française. Les campagnes idéologiques étatiques et médiatiques visent à éviter cette visibilité : islamophobie, Ni Putes-Ni soumises, diabolisation du garçon arabe, etc. Le soutien à ces luttes est essentiel, de même qu'est fondamental le combat contre l'instrumentalisation des luttes féminines à d'autres fins. Comment mener ce double combat ? Comment l'organiser ?

Concernant l'islamophobie : En 1989, Pierre Bourdieu nous disait, s'agissant de l'affaire du voile islamiste de Creil : « *En projetant sur cet événement mineur, d'ailleurs aussitôt oublié, le voile des grands principes, liberté, laïcité, libération de la femme, etc., les éternels prétendants au titre de maître à penser ont livré, comme dans un test projectif, leurs prises de position inavouées sur le problème de l'immigration : du fait que la question patente – faut-il ou non accepter à l'école le port du voile dit islamique ? – occulte la question latente – faut-il ou non accepter en France les immigrés d'origine nord-africaine ? –, ils peuvent donner à cette dernière une réponse autrement inavouable.* »

L'islamophobie est une réalité indéniable de la société française. Elle n'est pas un fait incompréhensible issu uniquement de la méconnaissance. Elle tire ses racines de toute l'histoire coloniale et de la javellisation de l'histoire qui a suivi les indépendances. Elle a comme facteur les silences des livres d'histoire et des médias sur l'histoire réelle. Surtout, elle se développe aujourd'hui fortement parce qu'elle est étatiquement portée par de multiples campagnes : le foulard qui menace la laïcité, l'identité nationale, l'exigence d'allégeance, etc. Elle a enfin comme un de ses résultats l'autorisation du passage à l'acte raciste.

Concernant la Rromophobie : Désignés comme non intégrables, les Rroms, parce que, nous dit-on, issus d'une sous-culture, des sous-citoyens - une catégorie administrative que l'on peut maltraiter, désintégrer au regard d'une politique issue d'un système de pensée toujours dominant qui a fait ses preuves en matière de construction habituelle de bouc-émissaires, "d'ennemis de l'intérieur" et de valeur en termes de "mission civilisatrice". L'empilement de lois d'exception liberticides, rromophobes ou islamophobes successives a pour conséquence de stigmatiser une population, des minorités dont on pourrait dénier toute humanité. Ce qui conduit à une normalisation, une banalisation du racisme d'État et, finalement, à une légitimation d'actes racistes au quotidien.

Comment combattre cette machine à intimider visant à nous faire renoncer à l'égalité ? Comment rompre avec l'enracinement d'un racisme postcolonial à peine voilé par un discours républicanisé de gauche comme de droite ? Comment se satisfaire de la multiplication de collectifs (défense du service public, etc.) qui regroupent à chaque fois les mêmes militants habituels, sans se poser la question de l'absence d'un pan de la population française, usagers de ces mêmes services, quand ils y accèdent ?

La nécessité de construire des réponses globales face à la politique raciste liberticide constitue une étape et une réponse cruciales contre ce système qui impose, de fait, aux associations et aux citoyens en résistance une mobilisation constante pour répondre à l'urgence permanente !

Farid Bennaï

L'inclusion exclusive des populations immigrées

Gérard Bras

Il y a un terme de ma machinerie que je n'ai pas énoncé et qui s'articule justement avec la dernière intervention, c'est le terme d'"inclusion exclusive". J'étais en train de le fabriquer lorsque j'ai rencontré Sidi Mohamed Barkat (nous avons été collègues pendant trois ans), nous avons pas mal échangé et nous avons fabriqué un terme en commun. Je crois que Hamid utilise un terme un petit peu différent, mais ce sont des problèmes de vocabulaire complètement secondaires : simplement, lui a travaillé essentiellement autour du droit colonial (en particulier du droit de l'indigénat à partir du Second Empire jusqu'à l'indépendance de l'Algérie), et j'essaye d'en faire un concept plus général qui touche à cette manière avec laquelle un peuple est unifié en lui faisant miroiter la crainte d'une menace interne.

Je précise que j'évite absolument "ennemi de l'intérieur", parce qu'un ennemi, c'est un ennemi déclaré, opposé. Je me rappelle une discussion avec Hamid sur une question un petit peu différente mais proche : est-ce que la guerre d'Algérie était une guerre ? Lui répond que non, parce qu'il y a eu une manière de rendre indigne l'ennemi alors que dans une guerre les deux ennemis se reconnaissent à dignité égale. L'ennemi intérieur, c'est autre chose, c'est la cinquième colonne, le représentant de l'ennemi qui est là comme traître.

Dans l'inclusion exclusive, il ne s'agit pas de cela, il s'agit d'inclure des fractions de population sur le mode de l'exclusion. De les mettre dedans pour les désigner comme étant dehors. C'est un mode de raisonnement qui vient beaucoup du Michel Foucault de *Surveiller et punir*. Les prisons sont bien "dans" la société, elles sont bien à l'intérieur, et Michel Foucault a montré qu'il y avait pas d'ordre étatique, d'ordre policier, sans prison. On ne met pas les prisons à l'étranger, pas en dehors de, elles sont à l'intérieur ; simplement elles sont un intérieur désigné comme extérieur. Sauf pour des raisons de politique internationale, mais les prisons de la CIA ne remplacent pas les prisons américaines, donc c'est une toute autre question, et je donne mon modèle du Foucault de *Surveiller et punir* pour essayer de penser justement cette inclusion exclusive. L'indigène, en droit de l'indigénat à partir du second Empire, n'est pas citoyen, mais il est considéré comme étant simplement "inclus" dans la population de l'Empire sur le mode d'en être exclu, sur le mode de ne pas en faire partie, sur le mode de la marginalisation. Et c'est exactement le même schéma que celui que Foucault met en place pour penser le délinquant. L'invention du délinquant procède du même mécanisme. Si on généralise, je pense qu'une partie, essentielle à mon sens, de la manière avec laquelle le discours traite des populations immigrées relève de la même chose, relève d'une manière d'intérioriser - je n'aime pas trop "intégrer", c'est un concept compliqué qu'il faudrait retravailler - sur le mode de l'extériorité : tu es dedans mais tu es dehors, tu es dedans mais tu n'en fais pas partie, tu es dedans en tant que tu figures ce qui ne devrait pas y être. Et quel est l'objet de ce mécanisme ? C'est de produire de l'unité, de l'identité voire de l'homogénéité. Produire un peuple sous l'autorité de l'État, c'est produire une masse obéissante, c'est-à-dire l'unifier en produisant un risque imaginaire qu'elle encourt.

L'immigré a un double statut : ethnoculturel (donc toutes les questions d'identité nationale passent par là) mais aussi politico-social. J'ai dit qu'il y a des glissements entre le l'ethnoculturel, le politique et le social, et l'immigré regroupe tout sur sa tête : il va être la figure de la populace, quasi du *lumpen*, (il n'y a qu'à voir les difficultés à syndiquer les immigrés), et en même temps, il va apparaître comme étant la figure de celui qui est assigné à l'incapacité politique. Donc à l'intérieur, mais pas d'identité nationale ; à la limite de l'extrême pauvreté, donc se rapprochant de la populace ou du *lumpen* ; et inorganisé, donc à l'état de foule. Et ce négatif là, par renvoi, peut permettre de produire une unité plus ou moins homogénéisée.

Pourquoi cela se pose-t-il dans ces termes là maintenant ? Parce qu'il y a une crise de la souveraineté aussi. On ne peut pas ne pas avoir en tête le problème majeur posé par : le peuple souverain, qu'est-ce que c'est ? C'est Général Electric ? Où est-il, le peuple souverain ? Et c'est devant l'inquiétude, devant la crise de la souveraineté que peut-être ressurgit un élément de réflexion possible.

Le mythe républicain face aux réalités de l'ordre socio-politique

Gilles Alfonsi

Je n'ai pas entendu dans les interventions précédentes de questionnement autour de la question de l'universalité et de l'universel. Et cela me trouble parce que la question de l'existence du peuple peut-elle s'envisager en dehors du débat sur les appartenances collectives, sur les cultures, sur les groupes, sur les communautés ? Si on ne repousse pas le concept de peuple mais que l'on essaye de travailler avec, il me semble nécessaire qu'à un moment donné, on se pose ces questions autour de l'universalité.

Je voudrais donc partir d'une interrogation simple. Dans une société où sont promues sans cesse la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'idée de droits imprescriptibles et universels de l'homme, où l'école inculque très tôt, par les livres et par les paroles des enseignants, les droits humains, la devise nationale, les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, comment se fait-il que, dans la vraie vie, la xénophobie, la peur de l'autre, la méfiance et la haine de certaines catégories soient des sentiments, des convictions si largement ancrés et, au sein de certains groupes, si largement partagés ? Nous sommes en principe formés par l'État à la concorde et à l'amour républicain, comme les générations passées et encore une partie de celles d'aujourd'hui étaient formées par l'Église à l'amour du prochain. Nous sommes appelés d'ailleurs à considérer que ces proclamations, le socle du pacte républicain, sont en elles-mêmes ce qui fait ou ce qui permet de faire société. Tandis que dans la société non des livres mais des personnes en mouvement se développent, s'entremêlent, des rapports sociaux dégradés, des violences (symboliques, physiques), toutes formes de ségrégation et de discrimination des personnes ou des droits.

Dans notre système politique, dans notre système symbolique, il y a donc d'un côté les jolies proclamations généreuses, les promesses de lendemains qui chantent, le quasi consensus sur des principes fondamentaux d'organisation de la société, tout élément porteur d'une légitimité puissante au regard à la fois du parcours de l'Humanité, des guerres, des massacres, et aussi au regard d'une volonté de peser sur le cours des choses dans le sens de la liberté, de l'égalité, de la fraternité. Et il y a de l'autre autant de cas individuels qui vivent la solitude face à l'inégalité, qui subissent le rejet, le mépris, et pour lesquels les principes éthiques (par exemple, respecter la volonté, écouter la demande, calmer la douleur) sont sans cesse bafoués. Le constat de cet écart n'est pas une réalité passagère ou un jugement ponctuel à l'emporte-pièce. C'est ainsi que se structure, au moins depuis la Révolution française, et que dure dans la longue durée une contradiction, un paradoxe, qui sont finalement peut-être la "vérité" de l'ordre politique dans lequel nous sommes et dont il s'agit peut-être de sortir.

Face à cette description faite à la serpe, on a un ensemble de réactions qui visent à identifier des responsables, des coupables, des boucs émissaires, appelés à quitter la société ou à rendre gorge. Il y a là différents registres, par exemple des registres d'extrême-droite qui mobilisent les sombres passions de la haine, des différences, de l'altérité, de la haine des modes de vie impurs, des cultures éloignées. Dans tous les cas la faute est renvoyée à la société civile sous la forme de comportements individuels à châtier (racisme au quotidien dont témoignent nos amis), ou sous la forme de groupes définis par des stigmates et dénoncés par leurs stigmates. Ce sont, par exemple, les catégories de Roms, sales et voleurs, des musulmans intégristes et délinquants, d'homosexuels pédophiles et pervers, dont la possibilité d'exprimer l'existence dit l'écart dont j'ai parlé entre la concorde républicaine, les droits de l'homme et la vie de tous les jours. Cette idéologie qui stigmatise et qui méprise, elle déteste la démocratie en tant que participation de tous à la maîtrise de la vie commune et elle déteste les droits de l'homme pour leur préférer les droits particuliers de certains dans le mépris des autres. Pour elle, il y a toujours une partie de la société à exclure.

Face à l'écart dont j'ai parlé entre les textes et la vie, un autre registre, qui cette fois nous est familier, se réfère aux droits de l'homme comme à une boussole tout en y voyant parfois le mirage, le mythe, le masque d'un ordre politique, économique et culturel dans lequel les promesses du texte ne peuvent être concrétisées. Toute une batterie de propositions vise alors à une autre organisation de la vie économique surtout pour mettre fin à l'exploitation dans le travail. En général, nous faisons nôtre la visée exprimée par la Déclaration universelle des droits de l'homme et nous adhérons puissamment à ses attendus. Eh bien, il me semble que nous devrions être plus exigeants, plus critiques et ceci à au moins deux points de vue.

Le premier tient au fait que l'étatisation de la notion des droits de l'homme - étatisation avec des guillemets si on veut - confine à la dépossession de la société civile. Nous avons un phantasme d'égalité, de liberté, de fraternité, incarné par l'État, loin de toute réalité concernant le rôle des groupes institués de l'État pour maintenir un ordre inégalitaire, une liberté étroitement bornée, et une fraternité en lambeaux. Ainsi, je pointe, je mets sur la table l'idée de désétatiser les droits humains, les biens communs, les valeurs, les choix de vie collectifs, contre une idée où l'État est en surplomb de la société et pour travailler la cohérence entre la visée et les réalités tangibles, les fins et les moyens.

Le second point, c'est que nous adhérons trop souvent à un universalisme, une conception de l'universel qui isolent l'individu. On met en scène la confrontation entre les grands principes censés être universels et l'individu considéré isolément. Et à côté de cela, on laisse dans les faits stigmatiser des groupes sociaux identifiés et dénoncés par leurs stigmates. Ainsi le problème de l'abstraction des droits de l'homme se double du déni et de la dévalorisation, dans notre culture politique même, des identités, des cultures, des communautés, des groupes multiples qui forgent chaque individu et que chaque individu contribue à forger. Nous laissons exister une vision négative des groupes, vision racialisante, raciste, péjorative, dégradante, en ignorant que l'homme pris isolément n'existe pas, et que, comme le disait Marx dans les *Thèses sur Feuerbach*, « *L'essence de l'homme, c'est l'ensemble des rapports sociaux* ». Pas d'homme qui n'existerait qu'en regard du mirage ou d'une visée lointaine d'universalité, mais des personnes entièrement enserrées dans de multiples appartenances collectives imbriquées. La négation des communautés, des groupes d'appartenance, plus ou moins durables, plus ou moins structurants, plus ou moins décisifs dans la vie d'une personne, a souvent été le corollaire d'une analyse de classe mal comprise, où l'on a considérablement appauvri le combat pour l'émancipation en le limitant aux identités de classe, voire à l'unique question de la classe ouvrière. La notion de peuple et celle de nation sont aujourd'hui constamment mises au service de l'universalisme abstrait dont j'ai parlé et, pour autant, nous avons besoin des mots "peuple" et "nation" pour exprimer ce qui dépassera le centrage de l'ordre politique sur l'État, désétatise le débat sur la vie en société. Mais alors, il faut rompre avec cette idéologie qui réduit l'homme à une prétendue nature intrinsèque et avec la négation (au sens du silence ou de l'ignorance, et non pas nécessairement de l'hostilité manifeste) de ses appartenances multiples.

Gilles Alfonsi

La France raciste et la "misère du monde"

François Langlois

Pour revenir et compléter ce qu'a dit Farid et qui m'a beaucoup intéressé, je voulais dire que cette question du peuple et du racisme surtout, est "la" question au cœur de mon engagement depuis 38 ans. Donc, c'est vraiment quelque chose qui est très fortement ancré et sur laquelle j'ai un peu réfléchi.

Mon analyse aujourd'hui, c'est que la France est un pays raciste, que l'on ne le reconnaît pas et on ne le dit pas. C'est quelque chose qui n'est pas soutenable pour beaucoup d'entre nous. Et ceci depuis au moins la fin du XIX^e siècle, voire même les années 1830-1840, c'est-à-dire la grande période coloniale d'Afrique du Nord et d'Afrique noire. Le racisme de la France est donc pour moi quelque chose d'ancré dans plus d'un siècle et demi d'histoire, malheureusement. Avec de grands moments : la conquête de l'Algérie, l'affaire Dreyfus, la Seconde Guerre mondiale, et aujourd'hui la période de post-décolonisation.

Il y a une permanence très forte, mais avec quand même de grandes différences. Contrairement à la période où l'immigration en France était essentiellement une immigration judéo-chrétienne, aujourd'hui ce sont des non judéo-chrétiens, ce qui renforce l'hostilité et le racisme. Et c'est également renforcé par un deuxième phénomène, la question de la couleur de la peau. C'est-à-dire que vous ne savez pas si je suis un immigré de la deuxième, troisième ou quatrième génération, parce que quand on me croise dans la rue, on ne le voit pas immédiatement. Mais on continue aujourd'hui à parler de beurs de la deuxième, troisième ou quatrième génération et cela ne choque presque personne. Dans la campagne municipale qui vient de se terminer, il y a eu encore des analyses pour savoir s'il y avait des gens issus de la diversité sur les listes et à quelle hauteur et dans quelle quotité. C'est invraisemblable ! On n'a pas cherché à savoir s'il y avait des gens issus de telle génération d'immigrants polonais, italiens, allemands, suédois, grecs, arméniens ou je ne sais quoi. Donc le racisme est là, il est très fort.

Et j'ai la conviction, pour avoir eu des débats parfois assez violents avec quelques camarades, que la gauche a malheureusement rarement été claire sur ces questions. Pour ma part, je défends depuis fort longtemps autre chose : pour dénaturer une formule tristement célèbre de Rocard, qui disait : « *La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde mais elle doit en prendre sa part* » (c'est la phrase complète, qui a déjà été écornée pour n'en retenir que la première partie), je crois que la gauche devrait être fière de dire que la France peut accueillir la misère du monde qui veut venir chez elle. Parce qu'il ne faut pas non plus extrapoler de façon extraordinaire : toute la misère du monde ne veut pas venir en France. Pour qui se prend-on ! C'est invraisemblable de croire cela ! Par contre, nous avons la capacité de prendre notre part, de l'accueillir, et de l'accueillir dignement. La vraie gauche (ou la gauche de la gauche) ne s'est jamais vraiment mobilisée sur ces questions (la question du droit de vote par exemple a disparu, plus personne ne se mobilise là-dessus). Et c'est encore renforcé aujourd'hui alors que l'on est dans une période de crise sociale et de crise économique majeure où, comme l'ont dit nos deux intervenants, bien évidemment la question de l'autre et du bouc émissaire revient très vite sur le devant de la scène.

Voilà ce que je voulais dire très rapidement sur ce sujet qui, pour moi, est vraiment un boulet que l'on traîne. dedans la société française depuis un siècle et demi.

François Langlois

L'universalisme et l'homogénéité du peuple au service de l'exclusion

Laurent Lévy

Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit, à une réserve près : je pense qu'il n'est pas du tout inutile de constater que sur les listes des candidats aux élections municipales il n'y avait quasi pas de personnes issues de l'immigration. Mais pour cela il faut bien se poser la question et il n'est pas sans signification que la réponse à cette question soit qu'ils n'y étaient pas. C'est-à-dire que les personnes racisées sont assez largement exclues du jeu de la politique légitime, de la politique politicienne.

Sur la formule des renoncements de la gauche à cette question, elle a été employée tout à l'heure d'une manière, à mon avis, hâtive parce qu'on ne renonce qu'à ce que l'on a adopté préalablement. Il n'y a pas de renoncement. Il y a une tradition qui n'est pas propre à la gauche mais qui se trouve à gauche, qui a été théorisée à gauche, une tradition que l'on peut appeler "raciste" si on va vite, mais qu'on appellera nationaliste, nationale, et il y a ce problème de la nation sur lequel je reviendrai quelques instants.

Est-ce qu'on doit travailler avec le mot "peuple" ? Je n'en sais rien. C'est vrai qu'il présente beaucoup de difficultés, de pièges. C'est parfois bien pratique, mais c'est souvent très dangereux parce que l'on ne sait pas ce que l'on met dedans.

Gilles dénonçait l'universalisme abstrait. Je crois qu'il a raison mais qu'il faut se résigner à dire que l'universalisme est toujours abstrait. Qu'il n'y a pas - si ce n'est pour dire des banalités du genre : tous les êtres humains se valent - d'universalisme qui ne soit pas abstrait et cet universalisme abstrait est toujours dirigé contre ce qui n'est pas suffisamment universel. En fait c'est un particularisme qui se cache derrière l'universalisme abstrait, un particularisme gaulois. Je me rappelle de discussions que j'avais avec un camarade, il y a quelques années, quand avait été lancé l'appel des Indigènes de la République. Il avait signé cet appel, mais avant m'avait dit : mais dis-moi, vous êtes universalistes quand même ? J'avais fini de guerre lasse par lui dire que oui. Mais de guerre lasse, parce que j'avais compris qu'il était impossible de lui faire admettre que cette expression n'avait aucun sens et qu'elle faisait courir le risque de faire écarter de l'universel justement ceux qui ne l'étaient pas assez.

J'en viens à cette histoire de nation. Il y a une petite musique là aussi dans la gauche et dans la gauche radicale, on le voit en particulier à propos des questions de l'Europe quand il est question de sortir ou pas de l'Union européenne, de l'euro etc. il y a tout un courant qui tend à dire que nous devons retrouver les valeurs de la nation, que ce qui manque à la gauche, c'est de savoir s'approprier ces valeurs. C'est quelque chose qui est actuel mais pas nouveau. Se réapproprier la nation, c'est en particulier ce qu'a fait le Parti communiste français dans les années 30 : on a vu croiser, en un oxymore obscène, le drapeau tricolore avec le drapeau

rouge et chanter la Marseillaise avec l'Internationale. C'est quelque chose qui a profité au Parti communiste français. C'était dans la perspective du Front populaire que ce choix avait été fait, mais le même tournant a été pris dans l'ensemble des partis de l'Internationale communiste à l'époque, ce n'est pas particulier au Parti communiste français. Cela lui a permis effectivement d'être, pendant la Résistance, le grand parti de rassemblement. Mais un rassemblement ambigu dès lors qu'il est constitué autour des valeurs de la patrie, de la nation etc.

Je pense qu'il n'y a pas de différences fondamentales entre le nationalisme et le racisme, qu'il n'y a pas de manière non nationaliste de vouloir promouvoir la Nation. Encore une fois, si c'est pour dire une chose d'une grande banalité comme "les cadres politiques qui existent sont ceux des territoires nationaux". Bon ! Mais quand on a dit cela on n'a rien dit de profond, on n'a rien dit qui nécessite un mot, on n'a rien dit qui nécessite quelque chose qui par hypothèse est excluant. Or, que ce soit l'universalisme ou le nationalisme, ce sont des postures politiques qui sont excluantes. Et qui, dans un pays devenu multiculturel du fait de son histoire, sont excluantes à l'encontre d'une partie de ce qu'est le peuple. Cette partie que l'on reconnaît à ses patronymes, à la couleur de sa peau, à ses habitudes culturelles, et finalement aux quartiers où ils habitent.

Donc l'idée de peuple a comme inconvénient *l'a priori* d'homogénéité qu'on lui donne. Quand on parle "du" peuple on a l'impression qu'il s'agit de quelque chose d'homogène. Le mot "peuple" on ne peut le reprendre qu'à condition de prendre en compte l'hétérogénéité fondamentale dans laquelle il se trouve. Et là on pourrait parler de peuple politique. Mais voyons bien que l'exclusion dont je parlais c'est l'exclusion de "la" politique. Et quand on se plaint de l'abstention dans les quartiers populaires, c'est aussi l'abstention liée à l'exclusion que l'on a nous-mêmes pratiquée de fractions entières de la population. Et de ce point de vue, encore une fois le mot "population", moins marqué affectivement, est peut-être plus pratique que le mot "peuple" quand on veut vraiment faire de la politique.

Laurent Lévy

Faire peuple par le projet et le dissensus

Pierre Zarka

Certains insistent parfois sur le fait que le racisme actuel n'est pas tout à fait dans la prolongation de l'esprit colonial ou du passé colonial : nous n'avons jamais colonisé les Bosniaques et la semaine dernière *Le Parisien* s'est illustré par un tableau qui racialisait systématiquement des types de délinquance ; ni les Suédois ni les Suisses n'ont été un peuple colonisateur et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ne se débrouillent pas mal en la matière.

Pour le dire autrement, il y a selon moi une fonction qui est différente du racisme suivant les époques. D'abord parce que l'on est passé des races inférieures aux classes dangereuses (ce qui n'est pas le même mécanisme) et ensuite parce que le racisme actuel, à la différence de ce qu'il était au moment de la période coloniale, entraîne avec lui des territoires entiers de relégation. Et on peut s'appeler Dupont, si l'on habite en Seine-Saint-Denis, on n'est pas très bien pour trouver de l'emploi. Je me souviens qu'Ikea a commencé par faire de la ségrégation au faciès dans ses bureaux d'embauche, puis après a fait la chasse au nom, et ensuite la chasse aux adresses. Et donc il y a, à travers le racisme, une ethnicisation des couches populaires qui permet une fonction de retour à classe populaire = classe dangereuse. Quand on parle, par exemple, des "quartiers difficiles", la fonction n'est plus tout à fait la même. Le racisme a un rôle d'entraînement et de cristallisation de la casse de la société qui me semble être beaucoup plus important qu'il n'a été dans la période coloniale.

La deuxième chose que je veux dire nous ramène effectivement à la notion de peuple. Je disais ce matin, à propos des questions de l'institué, que nous sommes des êtres d'activité. Et c'est à travers ces activités que nous construisons des rapports sociaux. Pour moi, il y a "peuple" à partir de constructions de projets plus ou moins importants (ce peut être le travail), dans le cadre d'activités communes. Ce qui fait qu'il n'y a pas peuple aujourd'hui, ce n'est pas seulement le racisme, c'est l'incapacité du mouvement ouvrier traditionnel, ou du mouvement de la gauche de la gauche, à "faire avec" tous. Y compris quand l'action politique est pavée des meilleures intentions, on ne fait pas "avec" ; on fait parfois (ou on tente de faire) "pour", mais on pense et on parle à la place de tous, il n'y a pas d'égalité de tous dans les conceptions de la politique. Je pense que, sans être intellectualisé, c'est de plus en plus brutalement ressenti dans la mesure où c'est en opposition avec d'autres champs de la vie sociale.

Pour moi, la notion de peuple renvoie à la fois, justement, à projet commun et à dissensus. Je ne peux absolument pas le dégager de la lutte de classes. Et cela m'amène à un mot à propos de l'homogénéité : il ne faudrait pas confondre homogénéité et uniformité. Si vous avez le malheur de passer sur le billard, vous avez autour de vous 6 personnes et il vaut mieux que l'équipe soit homogène ; et pour qu'elle le soit, il vaut mieux que tous n'aient pas fait les mêmes études et ne fassent pas exactement les mêmes gestes. L'homogénéité d'un bloc chirurgical repose sur la diversité des métiers... C'est une image évidemment, mais je crains que très souvent nous ne confondions homogénéité et uniformité. Or, nous avons besoin d'homogénéité si on renvoie à cette notion de peuple.

Cela m'amène à être un peu plus nuancé que ne l'a été Laurent sur la notion de nation. J'en ai parlé précédemment. La nation renvoie à la notion de souveraineté qu'a évoquée Gérard, c'est-à-dire de capacité politique et ni à la langue ni - encore moins - à l'ethnie. C'est d'avoir laissé polluer la notion de nation par le nationalisme qu'il y a eu le glissement qui s'effectue et qui comporte aujourd'hui plus que les risques de pollution dont tu parles. Sans aller chercher chez Le Pen, si on regarde par exemple le rapport à l'Europe du M'PEP (qui n'est pas situé à l'extrême-droite) : le rapport étroit qu'il entretient avec le souverainisme est lié, justement, à un sentiment très fort d'abandon de souveraineté. Or cette question est posée à chaque fois qu'il y a une délocalisation. Elle est, de fait, une question sociale aujourd'hui. On ne peut pas se contenter de balayer ces concepts d'un revers de main en disant qu'ils sont obligatoirement réacs. On est sur une ligne de crête, comme pour beaucoup de concepts d'ailleurs, ce n'est pas le seul. On peut effectivement très bien basculer sur des comportements régressifs et profondément réactionnaires, mais la question de savoir investir certains concepts avec une démarche autre ne nous est-elle pas posée ?

Une fois que j'ai dit cela, je partage complètement la critique de la gauche qui a été faite ici, je ne pondère pas du tout. Mon problème, c'est l'issue : s'interroger sur pourquoi et comment nous en sommes là, comment réinvestir un terrain et le disputer pied à pied au sens que lui donne la bourgeoisie aujourd'hui. C'est pour cela que je disais que les questions raciales deviennent le masque des questions de classe. C'est pour cela que j'ai commencé en disant que le racisme d'aujourd'hui n'est pas tout à fait le même, n'a pas tout à fait le même rôle que lors de la période coloniale, il n'est pas moins grave, mais il a, dans l'assemblage de la machine de la bourgeoisie, un rôle qui est différent et qui n'est pas moins grave pour autant. S'il n'est pas né ces dernières années, il se réactualise et prétend faire réponse aux problèmes contemporains, ce qui le rend beaucoup plus "dynamique", au sens négatif du terme et dangereux que s'il n'était que survivance d'un passé révolu.

Pierre Zarka

Le poids de l'intolérance en France

Léo L.

Deux questions par rapport à l'intervention de Gérard. 1°) J'ai été frappé qu'il n'ait pas parlé de classes. Peut-on parler de peuple sans classes ? 2°) Dans la distinction entre le sens ethnique, social ou politique, on voit bien que le peuple n'a pas le même périmètre. Dans le sens ethnique, y compris le roi fait partie du peuple. Dans le sens social ou politique, le roi ou les dominants peuvent s'exclure de la notion de peuple, c'est dans ce cas de figure que l'on a une dimension péjorative de la notion de peuple puisque ceux qui s'en exonèrent sont extérieurs au peuple. Ce n'est donc pas tout à fait le même périmètre.

Ensuite je voudrais revenir sur le racisme et ce qu'en ont dit à la fois Farid, Gilles et même François.

Gilles a dit que l'on a été éduqué dans la tradition judéo-chrétienne en disant qu'il fallait aimer son prochain. Je pense que là, prochain est à entendre au sens de semblable. Et que la question est : qui considère-t-on comme son semblable ? Et en cela, pour faire simple, je ne suis pas convaincu que la France soit raciste. Par contre, elle est intolérante, et elle n'aime pas ce qui est ou ce qui semble différent de soi sur un certain nombre de critères. C'est-à-dire qu'elle n'aime pas l'altérité, et si on parle d'unification du peuple, c'est une vision d'un certain moule dans l'idée que l'on se fait de l'image du groupe et de soi. Ce n'est pas que le beauf français moyen n'aime pas l'Arabe ou le Noir ou le Chinois, ce n'est même pas qu'il n'aime pas le musulman, c'est qu'il n'aime pas ce qui est visible. Le voile, la djellaba, la barbe longue, les prières dans la rue ou à proximité de son trottoir, c'est cela qu'il n'aime pas. C'est pourquoi je dis, très schématiquement, qu'elle est

surtout intolérante. En tout cas, le racisme qui existe est, à mon avis, moins lié actuellement à une histoire coloniale qu'à d'autres facteurs (classes supposées dangereuses, etc.). J'en veux pour preuve que plus que dans d'autres pays, il y a en France beaucoup de mariages mixtes.

Je ne suis pas d'accord avec ce qu'ont dit Laurent et François sur les gens issus de l'immigration sur les listes municipales. Bon nombre de villes qui ont été gagnées sur la gauche par la droite l'ont été aussi parce que la droite a intégré dans ses listes beaucoup de gens d'origine immigrée.

Sur la notion de nation le problème est : quel est le cadre dans lequel s'expriment les souverainetés populaires ? Dans ce cadre là, c'est ce que j'appelle la nation, au sens de la Commune. Si on n'a pas la nation, qu'est-ce que l'on a d'autre ? C'est un débat que l'on a eu précédemment : s'il n'y a pas de nation, comment peut-il y avoir démocratie ?

Léo L.

Comment se réapproprier la notion de peuple ?

Pierre Cours-Salies

Pour combattre des discours d'exclusion, qui veulent légitimer ou minimiser des pratiques, il est salubre de faire un effort pour se réapproprier la notion de peuple et celle de nation. Un usage acritique de certains concepts et positions théoriques rendent difficile une discussion pourtant nécessaire : une analyse et une stratégie de lutte de classe peuvent faire des questions posées par le rejet du nationalisme et du racisme un levier.

Comment se fait un peuple ?

Souvent, le débat vient des situations de discriminations vécues, au jour le jour, par une partie de la population du fait des différences. Identité et uniformité visibles seraient-elles le fondement d'une nation, d'un peuple ? Questions rudes : que seraient les soulèvements des banlieues populaires de novembre 2005 sans les formes d'interventions policières et les commentaires traduisant de mauvais souvenirs de répression coloniale ? Il s'agit là de souffrances sociales immenses, reconnues par les "forces de gauche" comme une des questions sociales lourdes. Après bientôt dix ans, quels changements positifs sont notables dans la situation ? L'importance de ces préoccupations dans la lutte politique est évidente.

On voit le refus des exigences sociales d'une grande partie des couches populaires niées pour des raisons de classe par l'État qui en fait, par facilité, une division due à "l'origine", à la culture, et toutes sortes d'euphémisme quand chacun entend "la race". S'en tenir à ces contrastes ne permet sans doute pas de consolider en commun un chemin émancipateur. Pour aller un peu au-delà dans l'analyse et dans la précision des questions à débattre, je propose trois réflexions.

Individus qui font société.

Personne ne me dira si je suis d'origine étrangère depuis plusieurs générations. Mais, comme d'autres l'ont fait au cours de cette séance, je vais reprendre une expérience personnelle : une telle approche, d'une méthode relevant de l'"individualisme méthodologique" a l'avantage de déboucher très vite sur quelques questions claires. À condition d'en jouer de façon critique, une appartenance qui est noyée dans l'appartenance nationale est un poste commode pour saisir les liens décisifs, les articulations entre ces termes qui risquent d'enfermer dans un discours sociologisant : identités collectives, discriminations.

Pour résumer, je me souviens des gens qui disaient à propos de ma mère : « *Pour avoir les positions qu'elle a eues pendant l'Occupation, elle doit être juive...* ». Pas de discussion sur ces sujets quand j'étais enfant. Ma mère répondait « *Oui, peut-être* ». Et elle passait à autre chose. Elle venait de Salonique, une ville où il y a eu beaucoup de juifs. Alors, comme elle était née en Grèce, elle disait en riant : « *Vous savez, il faut deux juifs pour faire un Grec* ». J'ai entendu très souvent ces plaisanteries, et ses souvenirs aussi sur les orphelins arméniens. Cela lui donnait une attitude très distante par rapport aux préjugés, de droite ou autres. Passons sur quelques moments du roman familial.

Nation ? Appartenance à un peuple, et lequel ? Ainsi, elle n'a jamais voulu voter avant 1962, alors qu'elle avait le droit de vote. « *Je ne me sens pas d'ici* », répétait-elle. Je l'ai fait voter, alors que j'étais loin d'avoir ce droit, en lui disant qu'elle ne pouvait laisser de côté l'enjeu et qu'il fallait reconnaître le droit à

l'indépendance des Algériens. Jusque là, elle n'avait pas voté. Parce qu'elle se sentait dans un pays décevant où elle était trop niée pour avoir envie de voter. Participer à aider des gens de la Résistance, à ceci, à cela, certes ; les communistes me l'ont expliqué. Et aussi, avec un petit réseau de femmes et un chirurgien agir pour éviter les naissances non voulues, cela oui. Mais non, elle ne votait pas. Il lui a fallu l'insistance de son fils, soutenu par le jugement des exilés espagnols, qui eux non plus ne votaient pas.

Pour l'histoire collective des votes des couches populaires, des travaux d'historiens sont précieux. Quand on parle de la reconnaissance du droit de vote, il ne faut pas croire que les gens qui ne sont pas de la même histoire politique que les Français se mettraient à voter seulement parce qu'on leur reconnaîtrait ce droit. Il a fallu 15 à 20 ans de campagnes des partis socialistes à la fin du XIX^e à Paris, pour que les ouvriers s'inscrivent et qu'ils votent. Cela a été le résultat d'une activité politique, alors même qu'ils avaient le droit de vote s'ils étaient des hommes. On discute de comment un peuple se fait. Les habitudes et les traditions font oublier l'origine : le peuple se fait parce qu'il le veut.

S'il n'y avait pas eu les socialistes pour aller chercher les ouvriers en leur disant qu'ils avaient le droit de voter même s'ils étaient auvergnats, bretons, ou autre chose. Malgré les revendications et des solidarités organisées, les travaux de terrassement à Paris n'auraient pas suffi pour en faire des citoyens politiquement actifs. De fait, inutile ici de multiplier les exemples, l'acte d'un peuple qui se forme en peuple, c'est une volonté politique et une activité politique.

Pas de peuple sans place des femmes

Du point de vue théorique, si on prend l'histoire du peuple, à moins de relayer des préjugés sexistes, on doit la traiter avec les polémiques et les apports du féminisme.

La place des femmes dans notre histoire politique moderne a trop été négligée. Quand le libéral anglais Burke décrit la révolution en France, il dénonce : le peuple français se soulève mais c'est surtout la populace qui est dans les rues avec ces femmes qui veulent émasculer les nobles. La question de la place des femmes dans le peuple était quand même posée, d'une façon sexiste et apeurée par un tenant de l'ordre. Pour Burke "populace", c'est le féminin de "peuple". Et ses descriptions visent à dire aux Anglais et à toute l'Europe qu'il ne faut pas tolérer qu'un tel régime politique s'installe. Cela a duré.

Sieyès, le théoricien le plus connu du Tiers État, n'est pas hostile à la révolution si elle obéit aux règles qu'il énonce. Il explique bien quel doit être le socle du nouveau régime. Dans le peuple, les femmes et les domestiques, tous ceux qui font du travail qui n'élève pas l'esprit, ne font pas partie du même peuple, et c'est pour cela qu'il faut un vote censitaire parce qu'on n'a pas de droits politiques si on n'a pas un certain niveau culturel et autre. Donc la question des femmes est posée en France depuis ce moment-là parce qu'une définition sexiste était dominante. Cela n'est pas à cause du droit universel. Ni un effet nocif dont on devrait accuser "Les Lumières". Certains ne veulent pas du système de délégation fabriquant des professionnels à la place de la liberté de penser du peuple (Rousseau, Condorcet) ; certains veulent les droits égaux pour les femmes et les hommes (Condorcet) ; certains pensent qu'il faut un solide encadrement des fortunes pour permettre la fraternité et l'égalité au sein du peuple (Robespierre, Saint-Just) ; d'autres oscillent entre ces positions, ou flottent sur ces questions⁴. C'est, tout de même, une série de débats totalement nouveaux, une "découverte de la politique"⁵. La première expression d'Olympe de Gouges, en 1791, une *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* vise quelle forme d'institutions ? Des droits universels ou censitaires ? Quand elle continue la bataille, ensuite, elle veut le droit de vote pour les femmes qui ont le droit de voter du point de vue des règles censitaires. Au bout de deux ans, elle était passée sur les positions de ceux qui étaient contre les jacobins, des gens qui disaient qu'il fallait que ceux qui sont "dignes" d'avoir le droit de vote l'aient ; à ses yeux, les femmes aussi. Elle voulait l'égalité entre hommes et femmes sans une conscience critique du fondement étroitement bourgeois de la logique censitaire.

Mais la place des femmes fait question. On aurait tort de penser qu'elle est réglée. Regardez l'argumentation pour laquelle la force et "l'identité" du peuple est dans "la famille" qui peut amener une intervention commune de Christine Boutin, de Soral et contre la "théorie" du genre avec le retrait des enfants des écoles..., y compris par des femmes se réclamant de l'islam⁶. Ce débat ne peut être éludé. Selon ces croyances et ces philosophies politiques, les femmes sont dans le peuple à la condition d'être dévouées,

4 Florence Gauthier, *Triomphe et mort de la révolution des droits de l'homme et du citoyen : 1789-1795-1802*, Syllepse, 2014.

5 Michel Vovelle, *La découverte de la politique*, La découverte, 1993.

6 Participation et Spiritualité musulmane, un mouvement religieux réactionnaire d'origine marocaine, essaie de participer à des initiatives antiracistes aux côtés de formations de gauche. Voir : Le Collectif des Citoyens Musulmans pour l'Enfance à la Manif pour Tous, image tirée du site de PSM (psm-enligne.org/index.php/activites/rhones-alpes/2292-au-coeur-de-la-manif-pour-tous).

soumises à leur rôle "naturel". Nous pouvons donc avoir à critiquer des conceptions qui jugent décisif de reproduire hommes et femmes de façon très séparée. Nous rencontrons, ainsi, une définition sexiste de la famille et de la cohésion du peuple français qui peut être partagée par la réaction catholique et des courants de l'islam.

Le féminisme et l'antiracisme demandent à être construits ensemble. Il faut faire donc attention : si on discute ces concepts de peuple et droits sans dire et femme et homme, on se retrouve à dire voile ou pas voile sans recul dans la discussion. Dans "peuple" tel que nous en discutons, il y a l'idée que les femmes sont différentes certes, mais égales des hommes. Sinon, quand on défend y compris des opprimé-e-s, ou quand on prend position contre des discriminations, on en crée ou en consolide ; assez vite on se rend victime des autres discriminations légitimées. Nous ne voulons sans aucun doute pas défendre les discriminations à l'encontre des personnes d'origine maghrébine ou autre, pour accepter, même venant de minorités discriminées, d'être sur le terrain de Christine Boutin selon qui "chacun à sa place" et la nature est ainsi faite que les hommes et les femmes sont "complémentaires". Ce ne sera pas ma définition du peuple.

On lance une discussion, alors autant vaut-il ne pas laisser dans l'ombre certains détours ou certains flous qui feraient qu'on discute un peu dans le vide.

Pourquoi sont-ils exclus des mêmes droits ?

Pour une mémoire des "engagements" pris et non tenus "au nom du peuple français", un examen des questions coloniales s'impose : leurs effets contemporains ne peuvent être oubliés. Nous le discutons avec trop peu de précision, comme le montre cette similitude de date, trop peu citée, entre la fin de la guerre de 1945, célébrée le 8 mai, et jour pour jour les massacres de Sétif et Guelma, qui marquent le début des guerres coloniales⁷.

Dans ce réexamen, afin de souligner tout un pan moins présent que les questions du Maghreb, un livre me semble à recommander : *La condition noire en France* ⁸ de Pap Ndiaye met en lumière une communauté d'histoire à divers moments, depuis 1914. A sa lecture, on voit qu'en un sens, s'il s'était agi d'autre chose que de soumission, domination, colonisation, beaucoup des Africains de l'Afrique subsaharienne devraient avoir le droit de vote depuis 1919 : cela leur avait été promis, "la dette du sang"⁹. Quand ils l'ont demandé, de retour au pays, on leur a tiré dessus. Puis on le leur a de nouveau promis en 44-45. Mais ils sont évacués de l'armée de Leclercq par de Gaulle, pour blanchir l'armée avant son arrivée dans Paris. Là encore, répressions¹⁰.

Quand ils arrivent en France, dans les années cinquante et soixante, pour faire des travaux que d'autres ne voulaient pas, le problème n'est pas de savoir s'ils sont assimilables ou pas. Donc il y a 25 ans encore, quand ils arrivaient, ils pensaient aller vers un mieux pour eux/elles ; c'était logique. Personne n'a alors dit : ils ont le droit de voter parce que les dirigeants français l'avaient promis ; eux pensaient que "la France les accueillerait" !

Du point de vue politique actuel, il est nécessaire qu'on reprenne ces choses-là. Pour un vrai dialogue avec les ex-colonisés, il faut bien que la bataille de la mémoire critique ait lieu en France même. On a eu une histoire avec eux, vécu comme tel par de larges masses de population au "Nord" comme au "Sud" ; certes cela a eu lieu dans le carcan de la colonisation, dont on leur avait cependant annoncé la fin, dans le Préambule de la Constitution de 1946, et de 1958¹¹.

Cet engagement avait encouragé une aspiration à l'égalité et à la dignité. Il fut trahi par des gouvernements français qui leur ont fait des guerres. Au Cameroun, par exemple, toutes leurs élites ont été tuées de 1956 à 1962¹² pour qu'elles ne prennent pas cette indépendance prévue par la Constitution. Mettre au jour la

7 Mohammed Harbi, "La guerre d'Algérie a commencé à Sétif" *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

8 Pap Ndiaye, *La condition noire en France. Essai sur une minorité française*, folio actuel, Gallimard, 2009.

9 Sur cette expression, voir Philippe Dewitte, *Hommes et migrations*, 1991.

10 Sur la tragédie de Tiaroye - avec une trentaine de morts -, voir Armelle Mabon in *Hommes et migrations*, 2002.

11 « 16 . La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion. 17. L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité. 18. Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus. »

12 Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, La Découverte, 2011.

duplicité des dirigeants français à l'encontre des Algériens, comme des Vietnamiens (dès 1946), ou des Camerounais, ou des Malgaches (1947)... me semble nécessaire pour traiter la question coloniale comme il convient, à propos de faits qui ne sont pas provoqués par "un racisme immanent" mais par des politiques d'État, avec des rebonds racistes qui durent.

Il y a là une continuité, depuis le début du XX^e siècle. Il faudrait bien un jour discuter de la façon dont De Gaulle a reconstruit l'État avec un recyclage d'une partie du personnel de Vichy.

Ce chapelet des guerres coloniales, dont l'Algérie et l'Indochine, doit susciter une rupture politique dans les expressions et les initiatives pour les forces qui agissent pour l'émancipation. Il s'agit d'une époque relativement récente et cela fait trop peu partie des débats politiques... Or, comment un peuple se constituerait sans revenir sur ce genre de questions ? Pour comprendre notre propre histoire il y faut une critique de ce qui a été fait en notre nom collectif et que nous avons la possibilité de refuser et de faire changer pour la suite.

Pierre Cours-Salies

Le peuple et les classes sociales

Pierre Sauve

Shlomo Sand écrit un livre assez passionnant, *Comment le peuple juif fut inventé*, dans lequel il revient sur l'invention des peuples en Europe au XIX^e siècle. Gérard a dit que le peuple en soi n'existe pas. Bien sûr, le peuple, c'est un construit social et politique. Tout dépend qui le construit. Dans ma jeunesse, quand je militais dans une organisation trotskyste, on n'utilisait jamais le terme de peuple français, parce que la question, c'était la classe contre classe. Et le peuple, on laissait cela au Parti communiste français qui l'utilisait abondamment. Et on y voyait là d'ailleurs une trahison. Ce qui ne nous empêchait pas par ailleurs de soutenir le "peuple" vietnamien, ou de défendre la cause du "peuple" catalan, ou basque, ou autre (il y en avait partout dans le monde). Problème compliqué cette histoire de peuple, et la question, c'est pour quoi et comment on l'utilise, et qu'est-ce qu'on y met.

Aujourd'hui je n'utilise pas ce terme, parce que pour le peuple vietnamien, j'ai appris qu'il y avait des classes sociales là-bas aussi, en Catalogne également, etc. Et que donc le problème, ce sont les nations qui se sont constituées en Europe au XIX^e siècle, que ces nations ont eu besoin de créer l'histoire et de raconter l'histoire, "une" histoire, et que véritablement dans cette fable de l'histoire il y a l'histoire des peuples. La mouvance d'extrême-droite va faire naître le peuple français à l'époque des Francs (avec la francisque, Pétain, etc.), et d'autres vont la faire remonter aux bons Gaulois, etc. tout cela masquant le fait que la France en tant que nation s'est unifiée au XIX^e siècle sur la base de l'écrasement du peuple breton, du peuple occitan et de l'ensemble des peuples. Avec un génocide linguistique considérable (relisez *Le français national* de Renée Balibar).

Ce qui nous ramène d'ailleurs à la question de l'immigration, à ces immigrés de l'intérieur, ces gens qui étaient de provinces reculées de France et qui venaient construire comme des esclaves quasiment les faubourgs parisiens, et à tous les racismes qu'il pouvait y avoir autour. Et puisque la biographie a rencontré l'histoire déjà dans l'intervention de Pierre, pour mon grand-père arrivé d'Italie dans les années 20, c'était toute les fins de semaine des bastons parce que les ouvriers français venaient casser du Rital. Et après il y a eu les Espingoins etc.

Alors, la France est raciste aujourd'hui, hier, après-demain ? Je ne sais pas. Il y a du différent. Il y a les forces de classe. Il y a ceux qui poussent pour que, prolétaires de tous les pays, vous vous unissiez. Les choses ne sont jamais réglées. Qu'il y ait effectivement un racisme d'État depuis le début du XIX^e siècle, c'est tout à fait établi. Mais pour la population française, elle est un peu à l'image du monde entier. Dans ma rue il y a des Maghrébins qui traitent les Pakistanais de cafards. Ils sont maintenant Français depuis 20 ou 30 ans... Ils sont bien intégrés ! C'est terrifiant ! Je veux dire que l'on est tous pareils de ce point de vue.

Politique mémorielle et combat pour l'émancipation

Catherine Destom-Bottin

Le 10 mai 2014, le maire Front national de Villers-Cotterêts refusait d'organiser les célébrations de l'abolition de l'esclavage dans sa commune. Ce n'est pas là une information d'une importance majeure pour la France, néanmoins plus de 60 journaux ont relayé cette information concernant un élément de la politique mémorielle de l'État. La politique mémorielle de l'État n'est pas un objet froid, elle est matière à action et discours politique. Cela justifie d'observer comment se construit cette politique mémorielle, je me limiterai à la question de l'esclavage.

Première remarque, la France dispose d'une politique mémorielle quant à l'esclavage, avec la célébration du 10 mai. En 1998, pour la première fois, on solennise le cent cinquantième de l'abolition de l'esclavage (notons qu'il a pas eu de cent quarantième, de cent trentième, etc.) et dans la foulée, on pose le caractère annuel de cette célébration. C'est donc cette célébration là que le maire de Villers-Cotterêts (et peut-être d'autres avec lui) refuse de pratiquer. Enfin, à l'issue de l'installation de cette commémoration, suite presque logique, la loi Taubira fait, en 2001, de l'esclavage un crime contre l'humanité.

On pourrait avoir le sentiment qu'auparavant, il n'y avait rien, pas de politique mémorielle. C'est une erreur. Dans les baraquements où logeaient les esclaves, installés sur les habitations ainsi qu'on nommait les propriétés des maîtres, il y avait beaucoup de choses, quasiment depuis la loi d'abolition de 1848. On marque les formes et les événements, qu'on ritualise. Plusieurs siècles de luttes conduisent à l'abolition de l'esclavage que la loi finit par entériner. Mais l'État a vu son autorité contestée, par les planteurs notamment, durant toute la phase de mise place des abolitions. Il restaure cette autorité, entre autre, sur ce terrain en commémorant l'abolition. La figure métropolitaine marquante, - marquée - de cette période des abolitions est, pendant de très longues années, Victor Schœlcher¹³. Longtemps, Victor Schœlcher est le héros de tous les petits Guadeloupéens et Martiniquais (en Martinique, on ne peut pas échapper à la rue Schœlcher, au lycée, à la bibliothèque, au cinéma Schœlcher, etc.). Rues, monuments, célébration, enseignement des enfants, il y a une réelle politique mémorielle visant à peindre, avec la question de l'esclavage, une république abolitionniste, bienfaitrice et militante, active, au travers de ses lois, pour les droits de l'homme. C'est une réalité manifeste en Martinique et Guadeloupe où tous les enfants qui passent par l'école fêtaient chaque année la journée Victor Schœlcher. Parmi les adolescents de Pointe à Pitre ou Fort de France on savait que les desserts servis ce jour-là à l'internat du lycée seraient plus sucrés plus copieux. Mais pendant ce temps là, en métropole, il ne se passe rien.

L'esclavage est donc objet de politique mémorielle active dans les DOM et atone en métropole.

Mis à part un événement, en 1948 : on transfère les cendres de Victor Schœlcher en métropole. Pourquoi cela et cette année là ? L'Empire n'est plus, il est entré en déclin dès la fin des années trente, la politique de départementalisation est enclenchée depuis 1947. Désormais matrice des politiques vers les anciennes colonies, elle est un compromis entre les aspirations anticoloniales et les forces conservatrices. Face à cette ambiguïté se réaffirme la continuité des politiques coloniales avec le retour en métropole des cendres du grand homme. Pour ce qui est de la métropole, le premier "nouvel événement", ce sera 1998.

Mais par contre, dans les DOM, dans ces années 70-80 quelque chose s'inverse, et qu'il faut lier aux développements politiques de la période, marquée par une forte poussée revendicatrice, autonomiste, indépendantiste¹⁴.

13 Victor Schœlcher, homme politique français, 1804-1893. Connu pour avoir agi en faveur de l'abolition définitive de l'esclavage en France, via le décret d'abolition de l'esclavage du 27 avril 1848, signé par le gouvernement provisoire de la II^e République, le 27 avril 1848. Il deviendra peu après député de la Martinique, puis de la Guadeloupe.

14 1947-1948, 20 mois de répression à Madagascar (entre 10 000 et 90 000 personnes assassinées par l'armée française) marquent l'ensemble colonial français. 1948 : grève et affrontements au Carbet en Martinique. 1951 : grève et affrontements de Ducos en Martinique. 1956 : grève des ouvriers de la canne pendant 3 mois. 53 militants arrêtés, 874 jours de prison ferme distribués. Décembre 1959 : 3 morts au cours d'émeutes à Fort-de-France. Mars 1961 : multiplication de grèves en Martinique, trois ouvriers agricoles grévistes sont tués.

Effervescence sociale mais pas seulement. En 1963, la création du BUMIDOM (Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer) témoigne de la nécessité d'éponger le développement du chômage pour éloigner le péril

Elle s'accompagne d'un rejet croissant du schœlcherisme pour ce qu'il est occultant des drames, des crimes de l'esclavage dont l'empreinte est réactivée durant cette phase politique très intense. Une mémoire se crée, s'inscrit, du travail universitaire ou associatif s'initie qui met en lumière les souffrances, les histoires individuelles et collectives, qui dessine les figures héroïques... Alors que ces choses là demeuraient très familiales, petit à petit elles deviennent sociales. On y travaille.

Ce mouvement a ses racines dans les années 30 avec la négritude de Césaire, et de Léopold Sédar Senghor. Dans un premier temps, c'est un mouvement intellectuel qui ne parle pas ou peu aux populations antillaises. Mais ce mouvement s'approfondit, rencontre les luttes politiques et syndicales issues de l'échec de la départementalisation, il se fait producteur de corpus d'idées, de savoirs, affermit la structuration des repères identitaires. Parmi les "pères" de cette matrice identitaire, on citera les Chamoiseau, les Edouard Glissant, dont les œuvres "font peuple". Ils dessinent l'antillanité, ils mettent en partage parmi les populations antillaises des savoirs, des perceptions, des couleurs, des formes, des dire, des faire, qui profilent le "qui nous sommes". Et par-dessus le marché, ils le disent dans une langue très particulière, que l'on trouve dans *Texaco*, le prix Goncourt de Chamoiseau, cette langue qui, de façon fabuleuse, fait entendre, lire, goûter et fait vibrer en créole, le lectorat francophone.

Ce mouvement, qui prend une forme culturelle, sociale, y compris familiale, rencontre plus intimement les courants indépendantistes. Peut-on dire nationalistes ? Ces courants travaillent l'idée de nation, c'est dans cette période là qu'on parle de "nation en construction". Dans le même temps que s'opère ce travail de construction d'identité, intervient dans le champ politique la mise en cause de la départementalisation. Son échec est brutal, il agresse les modes d'attachement à la France et par là même conforte cette construction d'identité. Force est de constater que ce mouvement de construction d'une identité laisse les communistes à la traîne. Ils n'en sont pas porteurs. Ni aux Antilles, ni et encore moins en métropole. Le paysage politique est désormais le suivant : montée de ceux qui ont partie clairement liée au remaniement identitaire, remaniement qui n'est plus en conflit avec la revendication sociale et économique, ce sont tous les courants autonomistes, et en même temps stagnation du courant communiste.

Quelles caractéristiques de ce mouvement dans la population ? Atout majeur, il est d'abord vrai dans la jeunesse, parmi les intellectuels. Les Antillais qui vivent en France sont en retrait.¹⁵ Il trouble, aiguillonne, agace les assemblées et congrès du PCF ou de la CGT en métropole. Ce mouvement n'est pas uniforme, il a ses voies spécifiques en Martinique, Guyane ou Guadeloupe mais il est. Cependant il est si vrai, si vif que, par exemple entre 1986 et 2001, en Martinique, le nombre de musées qui traitent de la culture antillaise est multiplié par 7.

On note aussi dans ce mouvement qu'il échappe au piège victimaire qui pèse sur d'autres mouvements du même ordre, Il développe, donne à connaître les diverses formes de résistance, les étapes de la lutte contre l'esclavagisme, le marronnage, ses héros, Delgrès et Toussaint Louverture¹⁶ par exemple. En Guadeloupe, c'est le moment, la fin des années 90, où le Fort de Matouba, d'où Delgrès¹⁷ se suicida avec ses combattants pour échapper aux troupes de l'Empire, devient lieu de mémoire et de rassemblement des actions mémorielles comme des actions militantes syndicales ou politiques.

politique, indépendantiste qui l'accompagne. La création du GONG (Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe), première organisation indépendantiste, la naissance de l'Association générale des étudiants martiniquais qui milite pour l'autonomie des Antilles et pour une union Martinique-Guadeloupe-Guyane, enfin la formation de l'AGEG (les étudiants guadeloupéens) et de la revue *Matouba* qui fédère les étudiants antillais, disent la poussée identitaire.

¹⁵ Paul Destom, (1916-1999) co-fondateur de la Fédération de Guadeloupe du PCF qui deviendra le PCG. Il confiait parfois ne pas connaître même le nom de ses arrières grands-parents esclaves, souffrance d'une vie. Celle d'une génération qui n'a pas croisé l'apaisement de ce travail de construction d'identité.

¹⁶ François-Dominique Toussaint Louverture, à l'origine Toussaint de Breda, né vers 1743 près du Cap-Français (Haïti). Homme politique français des Antilles. Descendant d'esclaves noirs, affranchi. Il joue un rôle historique de premier plan en tant que chef de la Révolution haïtienne (1791-1802) affrontant l'armée du général Leclerc envoyée par le Premier consul Bonaparte venu rétablir l'esclavage (1802). Arrêté et emmené en France, Toussaint Louverture, incarcéré en isolement au fort de Joux, à La Cluse-et-Mijoux (Doubs), meurt en captivité le 7 avril 1803 sans avoir pu connaître la proclamation d'indépendance d'Haïti le 1^{er} janvier 1804 par son ancien lieutenant Dessalines. Toussaint Louverture est devenu une des grandes figures des mouvements anticolonialistes, abolitionnistes et d'émancipation des Noirs.

¹⁷ Louis Delgrès 1766 -1802, personnalité de l'histoire de la Guadeloupe. Colonel d'infanterie des forces armées de la Basse-Terre, abolitionniste, il est connu pour la proclamation anti-esclavagiste signée de son nom, datée du 10 mai 1802. Louis Delgrès est alors le chef de la résistance contre les troupes consulaires du général Richepance, envoyées par Bonaparte pour rétablir l'esclavage. Du 20 au 28 mai 1802, Delgrès et ses troupes sont obligés de se replier au Fort de Basse-Terre puis au pied de la Soufrière à Matouba. Se sachant perdus, Louis Delgrès et ses 300 compagnons se suicident à l'explosif dans leur refuge de l'Habitation Danglemont à Matouba, en vertu de la devise révolutionnaire "Vivre libre ou mourir".

1998, année du cent cinquantième de l'abolition de l'esclavage. Le Parti socialiste au pouvoir et aux micros, sous la pression des organisations antillaises en France, infléchit son discours. Durant les cérémonies, la rhétorique socialiste, celle des politiques au pouvoir se peuple, de mots qui appartenaient jusqu'à présent aux collectifs de lutte (crime contre l'humanité, atteinte à la dignité humaine, responsabilité occidentale) Le pouvoir socialiste panthéonise Delgrès et Louverture parce que l'image pieuse de Schoelcher et de la République bonne aux opprimés ne peuvent séquestrer plus longtemps la mémoire du combat émancipateur.

L'évolution de la mémoire antillaise a fait bouger la politique mémorielle de l'État. Elle a cassé le mythe, ce n'est pas rien ! Que fait ensuite la loi Taubira lorsqu'elle inscrit l'esclavage au rang des crimes contre l'humanité ? Elle dit que les peuples concernés ont droit à une mémoire spécifique et qu'ils sont dans la mémoire nationale. Elle fait donc entrer de la "mémoire alter" dans la mémoire nationale. Cette réalité est forte. Dans le discours symbolique qui dit l'identité nationale, dans la loi Taubira, il y a la contrainte de l'élaboration d'un nouveau récit national.

La loi Taubira ne répond pas aux attentes qui vont avec ce nouveau récit. C'est ainsi qu'en mai 1998 se déroule une énorme manifestation avec 40 000 Antillais à Paris, qui, forts de cette reconnaissance qu'ils se sont donnés, réclament qu'avec cette reconnaissance il y ait l'égalité des conditions de vie, des droits, etc. Ce qu'ils n'ont pas. Probablement l'émergence du LKP est-elle la suite de cette histoire : la même demande identitaire et la même exigence sociale, politique et économique.

Que nous énonce tout cela ? Cela nous dit tout d'abord que c'est un processus identitaire, un processus de récupération de soi, qui plus est minoritaire dans la République, qui aboutit à modifier l'expression de la construction symbolique de la communauté nationale. On comprend qu'il puisse générer vers lui-même, de la détestation voire de la haine. Mais pour la visée communiste, l'essentiel n'est pas cela. L'essentiel réside probablement dans la mise au jour des facteurs propices aux aveuglements et aux surdités à l'égard de ce levier là de transformation. Ainsi la proposition formulée dans la préparation des 25 et 26^e congrès du PCF de faire de l'esclavage un crime contre l'humanité, de militer dans ce sens, ne franchira jamais l'étape des conférences fédérales, dernier tamis avant le congrès lui-même¹⁸. Cette cécité coûte excessivement cher au courant communiste. Elle lui fait manquer la rencontre avec les générations issues de parents voire grands-parents immigrés, dont le mode même de politisation passe par le dépassement-réappropriation du temps colonial. Elle explique la lourde bétise de l'abstention parlementaire communiste sur l'interdiction du voile musulman. Sortir de ce handicap impose assurément la reconnaissance *a priori* de dignité à toute forme d'émancipation, si contradictoire ou déroutante soit-elle.

Cette intervention doit beaucoup à la publication de Renaud Hourcade, "L'esclavage dans la mémoire nationale française : cadres et enjeux d'une politique mémorielle en mutation", *Droit et cultures*, 66 | 2013-2, mis en ligne le 14 janvier 2014 (<http://droitcultures.revues.org/3151>)

Catherine Destom-Bottin

18 Catherine Bottin-Destom, archives personnelles.

Sortir de la pensée politique hexagonale

Patrick Silberstein

Sans vouloir être trop polémique, j'ai l'impression que dans beaucoup des interventions qui sont faites ici, quand on parle de nation et de peuple, en vérité, on parle du point de vue de la nation et du peuple dominants. Or ce n'est pas du tout cela qui nous intéresse aujourd'hui.

De manière plus générale, si on veut discuter de la question nationale, des minorités nationales ou ethno-culturelles, de la question des peuples ou de l'autodétermination des nations (qu'elles soient internes à des nations dominantes ou extérieures), il faut s'extraire de la pensée politique hexagonale. Sinon, on court le risque d'adopter un point de vue franco-français, le point de vue de l'"aristocratie ouvrière" de la puissance coloniale d'hier, d'avant-hier et encore un peu d'aujourd'hui. Nous sommes - cela a été dit et redit - dans une société multiculturelle, c'est-à-dire non pas une société où coexistent plusieurs cultures, mais une société où coexistent plusieurs peuples de cultures différentes. Vouloir construire l'universel ne peut signifier faire violence ("Assimilez-vous!") aux peuples dominés, aux cultures minoritaires, aux cultures diasporiques.

Il a été dit dans la discussion qu'en 2002, le seul à avoir parlé du peuple, c'était Le Pen. C'est tout à fait inexact. C'est une affirmation franco-française. Hors de l'Hexagone, au sein de la République française, la question du "peuple" a été posée en Corse, aux Antilles, en Nouvelle-Calédonie, voire en Bretagne. Je le redis, c'est une erreur de perspective de réduire la question du "peuple" à la vision d'un "peuple français". Un courant communiste autogestionnaire ne peut adopter une telle vision et ne pas voir que des entités - certes historiquement transitoires - se constituent comme des forces sociales. Sinon, comme l'a dit Catherine Destom-Bottin, on passe effectivement à côté de phénomènes extrêmement importants qui ont amené la gauche (et pas seulement la gauche dite traditionnelle mais y compris la gauche radicale), à une impasse et à une certaine forme d'autisme par rapport à toutes ces questions. Je rappellerai que le PCF a longtemps considéré qu'il n'y avait pas de "nation algérienne" ... Et pourtant, il y en avait une.

Il faut reprendre tout cela. On voit bien, avec la crise de souveraineté, la mondialisation, la construction européenne, la crise ukrainienne, etc., que les questions nationales sont toujours des questions fondamentales (elles l'ont toujours été depuis 1848 au moins, avec des hauts et des bas), qui n'occultent pas la question de classes, bien entendu, mais qui ne la recourent pas. Bien entendu, on ne peut pas considérer la question des peuples et des nations indépendamment de leur place sur l'échiquier impérialiste. On est revenu plusieurs fois aujourd'hui à Lénine, mais la question des nations dominantes et des nations dominées est encore aujourd'hui tout à fait valide pour appréhender ces questions-là parce que la question de la place des peuples et des nations sur la planète varie d'un moment à l'autre, d'une époque à l'autre. La question catalane qui a été évoquée par le camarade tout à l'heure était une question émancipatrice dans les années 30. Peut-être l'est-elle beaucoup moins aujourd'hui, compte tenu de la force de la bourgeoisie catalane, ce qui n'empêche qu'il faut prendre en compte l'aspiration catalane à disposer de son destin.

Si nous n'y prenons pas garde, nous allons passer encore une fois à côté de ces questions au nom de la république, "une et indivisible" et d'un universalisme absolument abstrait. L'universalisme est d'ailleurs toujours abstrait, à moins de le considérer comme une construction politique à laquelle nous devons nous attacher. Et qui dit "construction politique" dit "organisations", "séparations" et "alliances". Pour construire l'universalisme, il faut donc reconnaître qu'il existe des particularités. Si on ne les reconnaît pas, si on les nie, ou pire si on les combat comme si elles étaient l'ennemi principal, on aboutit à opposer l'universalisme (abstrait) aux sentiments d'appartenance ; l'universalisme devient alors pour les particularités un ennemi qui veut les contraindre. C'est alors une catastrophe politique.

Le Parti communiste s'est, à de nombreuses reprises, appuyé sur les minorités, en les instrumentalisant toutefois. La création de la MOI, qui a été évoquée, répondait tactiquement, politiquement et militairement, à un besoin créé par l'immigration et la radicalisation politique des jeunes immigrés. Il était alors "utile" de mobiliser ces jeunes ouvriers de langue étrangère en les organisant syndicalement et politiquement dans les entreprises puis contre l'occupation nazie. Une fois que cela a été réglé, on a purement et simplement non seulement rangé tout cela dans le placard et mais évacué aussi les étrangers de l'histoire de la Résistance "nationale".

Il faut qu'on se donne les moyens de réfléchir à tout cela. Je ne suis pas pour des organisations séparées. Mais je pense que si à un moment donné nous devons constater qu'il y a des tendances à des organisations séparées, pour construire l'unité nous devons entamer un dialogue avec ces forces-là. Contrairement aux

idées reçues, plus les "immigrés" seront "intégrés" dans la société française (emploi, logement, mariages...) telle qu'elle est, plus ils ressentiront les effets des discriminations et plus ils auront des aspirations particulières et universelles.

Le prolétariat française a toujours été tout sauf "français", il est en vérité plurinational. On doit prendre cela en compte, l'intégrer complètement dans notre réflexion parce que sinon nous ne serons pas en capacité à construire ce *bloc politique et social de l'émancipation*, qui passera par le regroupement de différences, de différences sociales, culturelles, nationales, etc. Le thème de l'*égaliberté* mis en avant par Etienne Balibar, les revendications de "discrimination positive" nous aident à répondre à cette prise en compte.

Pour terminer, si on regarde sur l'échelle européenne, ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui doit nous interroger sur ce qu'est vraiment la question nationale, ce que sont les sous-questions nationales comme la question russe en Ukraine. On voit ce qui se dessine dans les différents pays, en Belgique, en Grande-Bretagne avec la question écossaise, la question irlandaise. Alors oui, bien sûr, il y a des classes dans les peuples, ce n'est pas une découverte. Simplement, à un moment donné, il y a des peuples qui sont en situation d'être dominés et qui s'expriment en tant que tels. Et je crois que nous avons intérêt à bien comprendre ces phénomènes parce que sinon, encore une fois, on va passer à côté de phénomènes qui, chez nous, sont extrêmement prégnants aujourd'hui.

Je finirai sur une anecdote qu'on m'a racontée. Il y a quelques années à Aubervilliers, dans le 9/3, il y a eu un débat à la municipalité, dirigée par le PCF, sur le nom à donner à un nouveau collège. Fallait-il le baptiser Toussaint Louverture ou Rosa Luxemburg ? Vous auriez choisi quoi, vous ? Eh bien, ils ont choisi Rosa Luxemburg parce que cela leur parlait beaucoup plus... Voilà l'exemple d'une erreur politique hautement symbolique.

Patrick Silberstein

Pour une conception émancipatrice de la construction du peuple

Bruno Bessière

Sur la définition du peuple, je ne pense pas que la constitution en tant que peuple se fasse uniquement et d'abord par opposition à d'autres. Anthropologiquement, il y a des communautés humaines qui se sont constituées à partir des familles, des tribus, de rassemblements de tribus, etc., et pas forcément dans la confrontation. Cela ne veut pas dire qu'il n'y en a pas eu, mais il y a la coproduction, quand même, d'une culture, d'une société, et je pense que cela passe avant l'opposition aux autres. D'ailleurs, je trouve que cette définition du peuple par opposition aux autres nous tire davantage vers le nationalisme que vers une conception émancipatrice et ouverte du peuple.

De la même manière je ne partage pas l'idée du peuple limité aux citoyens disposant des droits politiques dans un pays. D'une part parce que cela voudrait dire d'abord que l'on accepte qu'il y ait des gens dans le peuple qui n'aient pas de droits ; or je considère qu'on a à se battre pour tout le monde en ait, y compris par exemple la citoyenneté de résidence. Et d'autre part que la citoyenneté ne commence à se constituer qu'à partir du moment où l'on acquiert la majorité politique, ce que je ne partage pas du tout non plus, car je pense que l'on se constitue citoyen tout au long de sa vie, que ça commence à l'enfance, et que l'éducation, les expériences, ne sont pas neutres dans les citoyens que nous devenons et qui évoluent.

Autre point : le racisme ne vient pas du XIX^e siècle, contrairement à ce qu'a dit François. Le racisme existe déjà durant l'antiquité, l'infériorisation des autres peuples existe déjà à cette époque-là. Si on fait démarrer cela au XIX^e alors l'esclavage disparaît parce qu'il a commencé bien avant, et pas seulement en Europe soit dit en passant.

L'identité, on en a peu parlé, je me demande si ce ne serait pas bien d'y revenir. Il y a des questions d'identités individuelles, collectives, ce à quoi on s'identifie en tant qu'individu, et je pense que dans l'identité individuelle de chacun il y a l'identification à tout un tas d'identités collectives à des degrés divers. Sauf que, en lien avec y compris des idées racistes, il y a un réductionnisme identitaire qui est fortement à l'œuvre,

auquel des forces différentes travaillent : évidemment celles qui visent à diviser le peuple pour mieux le soumettre et l'exploiter, mais y compris par des gens qui prétendent combattre certaines discriminations, certains racismes mais sont complètement dans l'enfermement dans l'émotion raciste et qui, à leur corps défendant ou pas, ne permettent pas de dépasser ces divisions. La désignation de menaces à l'intérieur du peuple n'est pas quelque chose d'unificateur mais de profondément diviseur, et qui affaiblit tous les dominés, tous les exploités au sein de ce peuple. Il y a là en plus une négation des mélanges, du fait que l'on peut très bien appartenir à deux peuples, par exemple. Quelqu'un parlait du nombre de mariages mixtes de binationaux ou même plus que binationaux parfois) et on fait comme si cette réalité croissante n'existait pas, certains enjoignent à tout le monde de renoncer à une part d'eux-mêmes, je trouve ça totalement illégitime et scandaleux.

Sur la question de l'accueil de "la misère du monde", je pense que si on pose cette question isolément, sans se battre en même temps pour la sécurisation de la vie de tous et sur la place de tout le monde dans la société, que l'on ne se bat pas contre la concurrence, en fait, on encourage l'alimentation de la concurrence et l'insécurisation du monde. Et donc c'est un combat perdu d'avance, on ne peut pas s'y prendre comme ça.

Les conceptions uniformisantes des peuples et des nations conduisent à une racisation, à des discriminations, à des rapports de dominations, des violences, des guerres, des éclatements de pays. Ne serait-ce que dans la période récente, regardons ce qui s'est passé au Rwanda (ce n'était pas une question de couleur de peau), la décomposition sans fin de l'ex-Yougoslavie ou de l'ex-URSS (y compris ce qui se passe en Ukraine actuellement), ou les divisions sur des bases confessionnelles d'instrumentalisation des religions : on voit bien que ces conceptions mènent à des drames sans limites.

Bruno Bessière

Farid Bennaï

On voit bien qu'à l'issue de cette séance, il y a une nécessité de continuer à creuser pour aller au fond de ces questions. Donc j'invite très fortement à remettre le couvert très prochainement.

Le peuple de la gauche de gauche

Gérard Bras

Effectivement, il y aurait beaucoup de choses à dire, je pointe rapidement ce qui me paraît le plus important.

Premièrement, peuple, c'est un mot, et je le traite comme un mot, pas comme une chose dont on chercherait à connaître l'essence vraie. Quand je dis que le peuple n'existe pas, c'est de là qu'il faut partir. C'est un mot qui désigne un type d'unification. Type d'unification, pour être très schématique, il y a deux manières : le peuple est constitué par des mécanismes imaginaires (j'ai essayé de les décrire), qui sont des mécanismes de différences et d'opposition ; et le problème à ce moment là, c'est qu'il est constitué comme un groupe qui se caractérise par l'obéissance. L'alternative (mais l'alternative est abstraite), c'est que le peuple "se" constitue. Je crois qu'il faut partir de cette alternative, parce que c'est l'alternative fondamentale en philosophie politique. Le problème crucial, c'est comment faire que N millions d'individus obéissent à la même loi ? Ou bien comment faire que N millions d'individus soient, tout en restant N millions dans leur différences, un peu plus libres parce qu'ils sont N millions et non pas parce qu'ils sont séparés. C'est-à-dire que si on se réunit, on est plus libre, on ne fait pas des concessions pour se réunir, c'est en se réunissant qu'on est plus libre. Comment est-ce qu'on pose ce problème ? C'est pour cela qu'il y a toujours au moins deux manières de poser la question de savoir ce que l'on entend par peuple. Non pas "qu'est-ce qu'un peuple" mais "ce que l'on entend par peuple". C'est cela le point décisif.

Sur l'homogénéité, dont a parlé Pierre, c'est un problème de vocabulaire, je crois qu'il faut parler d'unité et d'unification. L'homogène, c'est quand même ce qui refuse l'hétérogène, c'est-à-dire ce qui tend à la pureté. Et le théoricien de l'homogénéité du peuple, c'est Carl Schmitt, l'homogénéité, c'est ce qui est de mêmes gènes, c'est ce qui est chimiquement pur. Une équipe, c'est un beau modèle, et Negri se sert de ce modèle de l'équipe médicale pour parler de la multitude, parce que c'est l'association des différences, des singularités ; c'est ce qui l'amène à récuser le peuple, là je ne suis pas d'accord avec lui, mais ce sont des mots, on est

d'accord sur le fond.

Deuxième idée que je souhaitais souligner très rapidement et schématiquement, sur l'intérêt de parler de peuple. Je ne suis pas du tout d'accord pour parler de population, c'est une notion ou bien statistique ou bien sociologique, ce n'est pas une notion politique, c'est une notion de gestionnaire. On gère des flux. C'est à l'ENA qu'on apprend à gérer les populations, et à l'ENA on n'apprend pas de la politique, on apprend ce que Rancière appelle la police, au sens large (on pourrait dire : administration). Population, c'est un concept pour l'administration, ce n'est pas un concept politique. Mais l'enjeu est bien marqué par Ernesto Laclau qui a écrit un livre important : *La raison populiste*. Et populiste, pour un Américain du Sud, n'a pas le même sens que pour les journalistes français. Il marque bien l'enjeu en remontant à Gramsci et en posant le problème qui a été posé à la fin, notamment sur la question des Antilles, de la mémoire. Parce que l'enjeu, c'est quoi ? Est-ce que l'on peut penser la politique seulement en terme de classes, donc d'alliance de classes, ou de front de classes ? ou est-ce qu'il faut déplacer le problème et intégrer d'autres éléments pour penser unification ? Laclau va chercher le concept d'hégémonie pour lui substituer celui d'alliance de classes. Et là il y a un enjeu pour des gens qui essayent de raisonner après avec Marx. C'est un enjeu considérable, et la notion de peuple est au centre de gravité de cela. Alors il y a peuple ou/et classe, peuple ou/et multitude. Là on se retrouve avec l'essentiel des questions posées à la gauche de gauche - j'aime bien cette formule de Bourdieu ; c'est le *Nouvel Obs* qui a dit "la gauche de la gauche". Bourdieu disait la gauche de gauche, la gauche qui est vraiment de gauche. Le problème, me semble-t-il, se trouve autour de cela : peuple, classe, multitude, hégémonie, alliance de classes. C'est pour cela que la question de peuple (et pas seulement sur des problèmes nationaux) se pose, elle intègre cela aussi.

Gérard Bras

Annexes

Tableau présenté par Gérard Bras lors du séminaire.

Opérateurs de glissement ↓		Son autre (aliénation)	Peuple	L'autre du Peuple (extranéation)
	Migrants (Rroms ; <i>boat people</i>)	Multitude ←	Souverain ↔	Étranger (la gens : "droit des gens")
Sans foi ni loi	Nomades	Populace ←	Plèbe ↔	Les Grands
		Sauvage ←	(Bonne) Race Ethnos ↔ (Nation civilisée)	Race inférieure Le barbare Les cultures
	Incroyants	Hérétopies ←	Laos ↔	Clercs gentils
	Troubles (Queer)	Inclusion exclusive	Identité	Altérité

Structure de variations des significations de "Peuple", Un, homogène et opérateurs d'unification

Pierre Zarka

Intervention complémentaire, non prononcée lors du séminaire.

Dans la culture que nous avons intégrée, un grand nombre de concepts ont transformé en objet ce qui, en fait, est action.

Je pense que c'est le cas de notions comme "nation" ou comme "peuple".

Nation, c'est au XIX^e siècle que le sens change. Sous Louis XV ou déjà sous Philippe le Bel, la nation est le peuple rassemblé sous l'autorité royale. Avec la Révolution, le peuple se constitue au sein d'un même projet : les citoyens forment une communauté par la politique. Mais à aucun de ces moments la nation ne renvoie à la nationalité. D'où le règne possible de Catherine de Médicis ou d'Anne d'Autriche laquelle, comme le nom l'indique, était espagnole.

Les nationalismes se développent au cours de l'expansion de la bourgeoisie et particulièrement dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Le fait nationaliste ou patriotique s'affirme de manière ambivalente : à la fois face au despotisme d'occupants, comme l'Autriche, la Russie ou l'Angleterre, et déjà comme repli sur un caractère identitaire en concurrence avec d'autres. Le sionisme naît dans le même temps que montent des nationalismes en quête d'une souche mythique et la nation comme réalité contemporaine.

À rebours, lors de la Commune, des Polonais participent au comité central de la Commune sans avoir besoin d'être regroupés en MOI (main d'œuvre immigrée) comme plus tard lors de la Résistance.

Dans "peuple" : il y a les notions de "fidèles" et de "sujets", non pas sujet d'un verbe mais assujettit à ... Nombre de définitions vont dans ce sens. Dans nation : le nationalisme avec l'accroissement de la bourgeoisie soit pour s'affranchir d'une tutelle - les Italiens et l'Autriche ou les Serbes, ou encore les Irlandais -, soit pour unifier ce que le féodalisme n'unifie pas : l'Allemagne ou l'Italie.

On admet qu'un peuple soit une culture commune mais une culture est une action, pas un fait établi. C'est l'activité qui peut produire du commun et un sujet collectif. Je voudrais m'arrêter un instant sur le mot "sujet" qui, en français à deux sens diamétralement opposés : la source de l'action ou l'assujettissement. Mais il y a un intérêt à cette homonymie : elle souligne que la frontière entre ces deux acceptions si lointaines est en même temps rendue ténue par les rapports sociaux de domination.

Il arrive que lorsque l'on évoque l'intégration des Espagnols et des Italiens dans les années trente, on dise souvent que c'est dû à leur culture chrétienne, cela est abusif et a la commodité de gommer deux traits que l'on veut faire oublier : le travail et l'antifascisme.

L'angle pris par notre réflexion devrait nous dégager de toute réification de concepts pour les ramener à leur statut d'activité.

Ce retournement fonde ce que nous pouvons entendre par le fait que nous sommes des êtres sociaux. Dès lors, la notion d'identité ne renvoie pas à une hypothétique souche mais à cette activité, elle n'a rien à voir avec l'identitaire mais au commun que l'on construit.

Comment à partir de ce raisonnement aborder l'actuel ?

L'Europe, nation et supranationalité : une question non pas d'époque mais de pouvoir. L'Europe ne peut être une nation mais la coopération prend une dimension nouvelle. Encore faut-il que ce soit de la coopération et non de la soumission. Une question de démocratie devient plus aigüe : où se situent les lieux de décision ? À ne pas changer les termes de la démocratie, on aboutit au fait que plus l'espace de décision se confond avec un espace géographique de plus en plus large et plus les lieux de décision sont lointains et échappent aux citoyens. Aujourd'hui, il n'est pas sûr du tout que l'UE soit un espace de mutualisation entre peuples et que, depuis la "concurrence libre et non faussée", elle ne devienne pas un espace d'opposition entre peuples.

Les migrations et la ou les communauté(s) : La crise est celle à la fois du travail, de la constitution de pauvres situés hors de la norme traditionnelle et de territoires de relégation. On recoupe les termes de la lutte de classes. Mais c'est aussi la crise politique qui, par exemple, assimile mondialité à globalisation capitaliste, d'abord dans les faits mais aussi dans la culture politique au sens large du terme.

Si c'est le projet commun qui construit de l'identité collective de classe, il faut de l'identité sociale pour participer à un projet commun. Pour ne pas être le serpent qui se mord la queue, nous avons besoin

d'interroger si dans des phénomènes identitaires il n'y a pas, même détournée, une quête de reconnaissance sociale que le FN exploite savamment.

On ne fait de projet commun ou d'activité commune qu'à partir de ce que sont déjà les intéressés. Le discours officiel ne cesse de leur demander de s'adapter en dehors de toute possibilité d'agir commun. Cela équivaut à nier leur être et, à ce titre, ce que l'antériorité leur a légué comme contribution à leur identité.

Personnellement, si je suis athée, pour moi, le religieux n'est pas du ressort de l'erreur mais est un type de représentation et, comme le dit Marx, de protestation. À moi de savoir le dénicher. Disant cela, je ne suis pas sur le mode traditionnel du dialogue "communistes et croyants". Je ne cherche pas un terrain d'entente réciproque qui tenterait de trouver un compromis entre l'existence de Dieu et sa non-existence, mais un terrain d'action commune.

Si je m'affronte aux différentes discriminations : femmes, homosexuel-le-s. Traditionnellement, le mouvement révolutionnaire effectue une dissociation entre sphère économique et autres rapports de dominations. Mais cette dissociation est-elle inhérente à la lutte des classes ou est-elle dans une vision historique qui conduit les dominés à compenser cette domination par le besoin d'en effectuer eux-mêmes une et qui réduit le capitalisme à l'économie, estompe sa dimension de système global et cohérent ? Or le rapport d'exploitation est un rapport totalisant : sens de la production et choix de production et technologique, consommation, rapports sociaux, accès aux responsabilités, logement, temporalités, culture, y compris culture scientifique... Cela va de pair avec le fait que le mouvement ouvrier se soit concentré essentiellement sur "répartition des richesses"... et ait laissé le champ libre à l'organisation de classe de la société ou qui explique qu'il ait été si facile à l'Est de passer du système bolchevique au capitalisme.

La correction de ce défaut ne passe pas par le défaut inverse en considérant qu'il y aurait les rapports d'exploitation ET les rapports de domination comme deux réalités distinctes. D'autant que les rapports d'exploitation ne commencent pas avec le capitalisme mais avec l'organisation tribale de la société...

À nous de donner un sens de classe à des notions qui ont été savamment investies par l'idéologie du capitalisme.

Pierre Zarka